

ÉDITION POPULAIRE ANARCHISTE

VERSION IMPRIMABLE
PARTAGEABLE
INTERDIT À LA VENTE



UN IDEAL PERVERTI LE SOCIALISME

Jean Jaurès
Rosa Luxemburg
Léon Blum

"Jean, Rosa et Léon"
Montage photographique colorisé d'auteurices anonymes.



UN IDÉAL PERVERTI
LE SOCIALISME

L'IDÉAL DE JUSTICE

Jean Jaurès

Je disais ici, il y a huit jours, qu'il ne fallait pas mesurer à l'insuffisance du parti socialiste la puissance de l'idée de justice sociale ; cette idée, dans notre démocratie, après dix-neuf ans de République, a une grande force cachée, et cette force, elle la manifestera bientôt. Je sais bien qu'à l'heure actuelle les esprits semblent être ailleurs. Les élections signifient avant tout tranquillité, ajournement des questions qui divisent, c'est-à-dire des grandes questions ; administration régulière et paisible des intérêts. Après l'agitation factice et énervante du boulangisme, après l'orgie de boucan et d'injures à laquelle tous les ennemis de la République se sont livrés depuis des mois, le pays paraît aspirer surtout au repos ; et certes, ceux-là seraient bien maladroits et bien coupables qui rouvriraient les agitations vaines et les crises. Mais le pays de France ne saurait se passer longtemps d'idéal.

Or, la liberté étant sauvée, de quel côté pourra se tourner le besoin renouvelé d'idéal, si ce n'est vers la justice sociale ? Quand le dernier écho de l'aventure boulangiste et des disputes grossières se sera tu, les beaux rêves se réveilleront d'eux-mêmes au cœur des citoyens libres. Ils se diront que, dans un intérêt économique aussi bien que dans un intérêt moral, il faut constituer tous les travailleurs dans notre pays à l'état d'hommes ; que le vrai moyen d'exciter l'énergie de la production nationale, comme de relever le niveau humain, c'est de développer en chaque travailleur toute la valeur d'homme qu'il contient ; qu'il faut, pour cela, l'arracher, par la solidarité professionnelle, au servage des faibles isolés devant les grands capitaux, aux terribles hasards du chômage et à l'écrasement du travail irrégulier et démesuré ; qu'il faut subordonner les lois brutales de la concurrence aux lois supérieures de la vie et non celles-ci à celles-là ; qu'il faut ménager dans l'existence de tout homme une petite place pour la vie de famille et pour la vie de l'esprit, et que, dans ces quelques heures de loisir humain restituées à tout homme, il faut, par une éducation incessante et multiple, concentrer tous les rayons de la pensée, comme on pratique dans la forêt enchevêtrée et

sombre quelques éclaircies où rit la lumière du soleil.

Les citoyens libres de la République française se diront que l'Église défaillante, après des siècles de domination, leur a laissé l'humanité à guérir de tous les maux de l'ignorance et du servage, et qu'il faut que la liberté, pour guérir tous ces maux, se fasse fraternelle. Il est impossible qu'un pareil idéal ne parle pas bientôt à ceux qui marchent déjà dans la vie ; il est impossible surtout qu'il ne parle pas au cœur de la jeunesse qui va y entrer.

Que feront dans la vie tous ces jeunes gens, qui se pressent maintenant dans nos écoles de médecine et de droit, dans nos facultés des lettres et des sciences ? Marcheront-ils sans idéal et sans lumière, et quel autre idéal prochain pourront-ils avoir que la justice entre les hommes ? Iront-ils, comme plusieurs que je connais, dégoûtés par les misères de l'intrigue politique, par le matérialisme grossier de certaine science et le naturalisme de certaines œuvres, renouveler en eux-mêmes, aux sources évangéliques, le sentiment chrétien et les joies chrétiennes ? Mais cela seul a une vie intérieure dans les âmes, qui a, en même temps, une vie extérieure dans les sociétés, et l'esprit chrétien ne pourra s'affirmer à nouveau, même dans l'intimité des consciences, que s'il s'applique, au dehors, à pénétrer de douceur fraternelle l'ordre social.

La jeunesse mettra-t-elle son ambition et sa vie à conquérir et à développer la science ? Noble ambition ; mais qu'est-ce que la science ? Une puissance et une joie ; et, si elle ne s'anime pas de l'esprit de justice, si elle ne se mêle pas partout à la vie des hommes, et à la vie des plus humbles, pour l'alléger et l'ennoblir, elle est un privilège de plus, et, comme tous les privilégiés, elle ne tarde point à tarir au cœur même des privilégiés les sources profondes de la joie et de la vie.

Et ces adolescents qui sont encore sur les bancs du collège et qui commencent à rêver, qui ont l'âme pleine de vagues ébauches, où se tourneront-ils, où trouveront-ils un aliment ? Devront-ils se dépouiller d'eux-mêmes de leur puissance de rêverie et de sympathie pour se borner à l'étude photographique, à la froide ou brutale peinture des milieux sociaux ? Oh ! certes, qu'ils ne reculent devant aucune observation, devant aucune réalité, devant aucune vérité : c'est ne point ai-

mer le monde et l'homme que de s'en cacher à soi-même les tristesses et les vilenies. Mais qu'ils descendent dans la réalité, ayant toujours en eux l'idéal qui doit la transformer lentement.

Je sais bien qu'on leur conseille une sorte de dilettantisme continu. Les Maurice Barrès ne manquent pas qui veulent persuader à la jeunesse qu'il faut goûter à tout et ne tenir à rien ; mais, au point de vue même de la science de la vie, c'est un faux calcul, car l'homme ne peut connaître les choses que quand il y croit, et, après une longue vie de dilettantisme, le dilettante n'a rien vu et ne sait rien.

Quant aux jeunes gens qui vont entrer dans le commerce et dans l'industrie, pour y continuer ou y développer la tradition paternelle, leur tâche est belle, et je sais qu'elle est rude : avec la lutte universelle, ne pas déchoir est un grand effort. Je sais aussi qu'absorbés presque tout entiers par le souci de la machine industrielle, telle qu'elle fonctionne aujourd'hui, ils n'ont pas beaucoup de temps pour songer à la corriger. Toute innovation dans l'ordre social sera pour eux un embarras de plus ; ils porteront tout le poids des transitions pénibles. Mais aussi, si, dans les années libres de la jeunesse, ils ont rêvé à plein cœur la justice, s'ils veulent favoriser le groupement des travailleurs qu'ils dirigent et les éclairer, s'ils veulent les initier peu à peu aux conditions de la puissance économique et les introduire dans cette puissance, quelle belle vie s'ouvre devant eux ! Ils se sentiront devenir peu à peu les guides respectés d'une société libre, et ils auront réconcilié définitivement, pour le bien de l'une et de l'autre, la bourgeoisie industrielle et la démocratie.

Le boulangisme a retardé, en l'égarant, le mouvement socialiste. Il est certain qu'il y a eu, au début, dans le mouvement boulangiste, un grand mélange de socialisme dévoyé. La démocratie, dès qu'elle s'est aperçue de son erreur, s'est retirée peu à peu du boulangisme ; mais, dans ce va-et-vient, ne sachant pas comment traduire ses aspirations, elle a paru se résigner un moment à une politique de simple conservation républicaine : c'est là le sens dominant des élections dernières. Mais ces aspirations, d'abord dévoyées, puis refoulées, ne tarderont pas à se faire jour de nouveau, et ceux qui sauront trouver une issue à

ce mouvement, lui marquer sa route et ses étapes, seront avant peu les chefs de la démocratie.

L'équivoque boulangiste nous gênait, nous, républicains démocrates. Sur la révision, où nous cherchions l'avènement du peuple, où le boulangisme cherchait l'avènement d'un homme, équivoque. Sur le socialisme, qui était pour nous la réalisation de la justice par la science et la liberté, qui n'était pour le boulangisme qu'un vague sourire de prétendant aux foules amorcées, équivoque encore. Et, dans toutes ces ambiguïtés, nous avions peine à déployer notre politique. Tacite raconte que, sur le sol détrempé de la Germanie, les légions romaines, un jour de bataille, ne purent planter leurs étendards ; et nous aussi, dans la fange et l'équivoque glissante du boulangisme, nous n'avons pu planter le drapeau de nos espérances sociales. Le boulangisme est fini, nous pouvons reprendre hardiment, avec la démocratie, l'œuvre de justice.

La Chambre nouvelle, qui est animée pour les classes laborieuses d'excellentes intentions, s'apercevra que ces réformes pratiques, que ces lois d'affaires dont on parle tant aujourd'hui sont impossibles, si l'on n'a pas un idéal supérieur.

Lois d'affaires tant qu'on voudra, mais fera-t-on, en faveur des classes laborieuses, de simples lois d'assistance et de philanthropie, ou bien fera-t-on des lois d'émancipation, c'est-à-dire des lois qui les préparent peu à peu à la puissance économique ?

Lois d'affaires, réformes pratiques, je veux bien ; mais se bornera-t-on à remanier quelques tarifs de pénétration imposés par le calcul de la haute banque au travail national, sauf à laisser la haute banque prendre sa revanche le lendemain par les mille moyens dont elle dispose ? ou bien voudra-t-on décidément contenir le pouvoir démesuré de la haute finance, et s'appliquera-t-on pour cela à favoriser, à préparer dans le pays de puissantes fédérations du travail industriel et du travail agricole, qui puissent, par leur accord, disputer à la finance internationale l'initiative et le gouvernement des grandes entreprises, et contenir les ambitions du capitalisme par la force combinée du travail et du capital ?

Lois d'affaires et réformes pratiques tant qu'on voudra, -, à moins qu'on ne veuille, en rabaisser les mots, rabaisser aussi les choses.

Quelque modeste que soit l'œuvre de chaque jour, elle doit être ordonnée en vue d'un but, et, si ce but n'est pas toujours très haut et toujours en évidence, l'œuvre s'arrête et se perd. J'admire ceux qui croient que l'on peut mener à bien des lois d'affaires en supprimant les grands courants politiques, c'est-à-dire les grands courants de pensée et de sentiment dans le pays. Autant dire au moulin de moudre le grain de chaque jour en supprimant les courants atmosphériques et en arrêtant les rivières. La Chambre ne pourra donc toucher à une seule loi intéressant les travailleurs, si modeste soit-elle, sans soulever le problème social tout entier, et quand il sera nettement posé, il faudra bien le résoudre.

Enfin, le patriotisme même donnera l'élan à l'œuvre de justice. Tous les Français ambitionnent pour la France un grand rôle dans le monde. Ce n'est point par des aventures guerrières qu'elle le trouvera, c'est en donnant aux peuples l'exemple et le signal de la justice. Si elle se met à la tête du mouvement social, si elle rallie pour le règlement international des heures de travail dans l'industrie mécanique les esprits généreux de toutes les nations ; si, en 1892, en même temps qu'elle réglera, pour protéger le travail national, les conditions nouvelles des échanges, elle propose aux peuples de régler de concert les conditions générales du travail, si elle se fait ainsi, pour son propre bien, comme pour le bien des nations, l'initiatrice et l'éducatrice de la justice, elle reprendra bientôt dans le monde, sans combat, le rôle universel que la Révolution française lui a assigné.

C'est ainsi que, par ce besoin d'idéal qui est au cœur de notre peuple et sans lequel les nouvelles générations seraient comme mortes, par la disparition de l'équivoque boulangiste où l'idéal social était compromis, par la force même des problèmes économiques qui ne peuvent être résolus partiellement qu'en étant posés tout entiers, enfin par les ambitions mêmes de notre patriotisme, l'idée de justice sociale va apparaître au-dessus des partis plus éclatante et plus impérieuse peut-être qu'à aucune époque de notre histoire.

Heureux ceux qui, ayant le sentiment de la grande œuvre qui est à accomplir, peuvent y travailler de près !

POUR ÊTRE SOCIALISTE
Léon Blum

Jeunes filles et jeunes gens qui lirez ces quelques pages, je ne vous demande que ce-ci : lisez avec une entière foi dans la sincérité de l'homme qui s'adresse à vous, lisez avec une attention dégagée des préjugés qui vous enserrent sans doute depuis votre enfance, lisez en laissant se former en vous l'appel de vos consciences dont les rigueurs de la vie n'ont pas encore faussé la voix, lisez avec vos yeux frais et votre esprit libre.

Voilà longtemps que les hommes travaillent, souffrent et pensent sur cette terre. Leurs efforts accumulés par les siècles ont créé peu à peu une moralité universelle, ont constitué comme un patrimoine commun de sentiments que chacun de nous porte en soi dès sa naissance, que chacun de vous peut retrouver en lui-même. Nous naissons avec le sentiment de l'égalité, avec le sentiment de la justice, avec le sentiment de la solidarité humaine. Nous savons, avant d'avoir rien appris, et par un instinct qui est l'héritage de nos ancêtres, que nous apparaîssons tous en ce monde égaux, avec le même droit à la vie, avec le même droit au bonheur, avec le même droit de jouir des richesses indivises de la nature et de la société. Nous savons qu'il doit exister un rapport permanent, équitable entre nos droits et nos devoirs, entre notre travail et notre bien-être. Nous sentons que notre bonheur n'est pas indépendant de celui des autres hommes, de même que notre travail demeurerait vain sans le leur, mais que leurs souffrances et leurs misères sont les nôtres, que toute injustice qui les atteint doit nous blesser. Nous sentons que la vertu véritable, celle qui procure la pleine satisfaction du cœur, c'est de savoir sacrifier fût-ce notre intérêt présent et notre profit égoïste, au bonheur commun et à la justice future, et que là sont les formes authentiques de cette fraternité que nous enseignaient les religions, de l'immortalité qu'elles nous ont promise.

De quoi est né le socialisme ? De la révolte de tous ces sentiments blessés par la vie, méconnus par la société. Le socialisme est né de la conscience de l'égalité humaine, alors que la société où nous vivons est tout entière fondée sur le privilège. Il est né de la compassion et

de la colère que suscitent en tout cœur honnête ces spectacles intolérables : la misère, le chômage, le froid, la faim, alors que la terre, comme l'a dit un poète, produit assez de pain pour nourrir tous les enfants des hommes, alors que la subsistance et le bien-être de chaque créature vivante devraient être assurés par son travail, alors que la vie de chaque homme devrait être garantie par tous les autres. Il est né du contraste, à la fois scandaleux et désolant, entre le faste des uns et le dénuement des autres, entre le labeur accablant et la paresse insolente. Il n'est pas, comme on l'a dit tant de fois, le produit de l'envie, qui est le plus bas des mobiles humains, mais de la justice et de la pitié, qui sont les plus nobles.

Je n'entends pas soutenir, vous le comprenez bien, que tous les sentiments généreux et désintéressés de l'âme humaine ne se sont manifestés dans le monde qu'avec les doctrines socialistes. Ils sont plus anciens, s'ils ne sont pas éternels. L'instinct de justice, de solidarité, de moralité humaine qui trouve aujourd'hui son expression dans le socialisme a, tout le long de l'histoire, revêtu d'autres formes et porté d'autres noms. C'est cet instinct qui a fait la force des religions modernes, puisque toutes, à leur naissance, dans leur première phase de prosélytisme populaire, se sont tour à tour adressées à lui. Un encyclopédiste du XVIII^e siècle, un jacobin de la Convention, un démocrate de 1830 étaient probablement mus par les mêmes sentiments qui font aujourd'hui le ressort et la force vive de notre action. Mais — là est le point essentiel — la foi socialiste est la seule forme de cet instinct universel qui réponde exactement aux conditions actuelles de la vie sociale, de la vie économique. Toutes les autres ont été dépassées par le cours des temps. Toutes les autres sont discordantes et retardataires. Que ceux qui s'y obstinaient de bonne foi le comprennent et viennent à nous. Le socialisme est donc une morale et presque une religion, autant qu'une doctrine. Il est, je le répète, l'application exacte à l'état présent de la société de ces sentiments généraux et universels sur lesquels les morales et les religions se sont successivement fondées. Sa doctrine est économique plutôt que politique. Pourquoi ? Parce que l'analyse de l'histoire — analyse que chacun de nous peut vérifier et

confirmer par son expérience quotidienne — établit précisément que les faits économiques, c'est-à-dire les formes de la propriété, les phénomènes de production, d'échange et de distribution de denrées, dominent de plus en plus l'évolution des sociétés modernes, gouvernent de plus en plus leurs institutions et leurs rapports politiques.

Sa doctrine a pour principe initial ce qu'on appelle la lutte des classes. Pourquoi ? Parce qu'en effet, le caractère essentiel des sociétés modernes, considérées du point de vue économique, est la division progressive en deux classes des individus qui les composent : d'une part, les possédants, ceux qui détiennent le capital et les moyens de production créés par la nature ou par le labeur accumulé des siècles ; d'autre part, les prolétaires, ceux dont la propriété consiste uniquement dans leur force personnelle de travail, dans leur vie et dans leurs bras. Concentration progressive des capitaux et des instruments de travail entre les mains des possédants, accroissement progressif du nombre des prolétaires, tel est le trait dominant de l'évolution économique depuis un siècle et demi, c'est-à-dire depuis que la science a multiplié l'emprise des hommes sur les richesses et les puissances naturelles. Obligation impérieuse pour le prolétaire de travailler au service et au profit du capital, de devenir le salarié d'un patron, telle est la conséquence inéluctable de cette évolution.

On est socialiste à partir du moment où l'on a considéré ce fait essentiel : le patronat et le salariat s'engendant l'un l'autre et s'opposant l'un à l'autre, à partir du moment où l'on se refuse à accepter ce fait comme nécessaire et éternel, à partir du moment où l'on a cessé de dire : « Bah ! c'est l'ordre des choses ; il en a toujours été ainsi, et nous n'y changerons rien », à partir du moment où l'on a senti que ce soi-disant ordre des choses était en contradiction flagrante avec la volonté de justice, d'égalité, de solidarité qui vit en nous. Est-il vrai d'ailleurs qu'il en ait toujours été ainsi, toujours et partout ? Non, l'effort séculaire des hommes pour vivre en société, pour exploiter en commun le patrimoine des richesses naturelles a déjà connu d'autres formes dans l'histoire. Le salariat lui-même

présentait des caractères moins définis aux temps de l'artisanat, du petit négoce et de la petite industrie. Sa généralité comme ses conditions actuelles, datent des progrès du machinisme et du développement des sociétés anonymes de capitaux. Il est vrai qu'il est devenu aujourd'hui la loi commune. Mais c'est cette loi que ni notre raison ni notre cœur n'acceptent plus.

Vous êtes le fils d'un salarié, ouvrier, employé, journalier agricole. Sauf hasard providentiel, votre destinée est de demeurer toute votre vie un salarié. Voilà, tout à côté de vous, dans la rue voisine, le fils d'un possédant, d'un détenteur de capitaux. À moins de circonstances extraordinaires, il restera sa vie entière, directement ou indirectement, un patron. Vous travaillerez pour lui, pour l'entreprise qu'il dirige, ou bien pour l'entreprise où il a placé ses fonds et dont il a mis les titres dans son tiroir. Le produit de votre travail servira pour une part à vous nourrir, vous et les vôtres, mais pour le surplus, à constituer ses profits. Ce salaire, tant qu'il a été le maître absolu, il l'a comprimé, maintenu à un taux dérisoire et inhumain, pour accroître à la fois ses débouchés et ses bénéfices. Il a dû le relever peu à peu depuis que vos camarades et vous, groupés pour votre défense commune, lui avez fait sentir, de temps en temps, la menace de votre force, depuis aussi que, sous l'influence des penseurs et des hommes d'action socialistes, l'opinion publique s'est entr'ouverte aux idées de progrès et d'équité. Cependant, votre salaire ne représentera jamais la valeur entière de votre travail. Toujours, quoi qu'il arrive, une part de cette valeur sera perçue, retenue au profit du capital que l'autre possédait à sa naissance et que vous ne possédiez pas. Il en sera ainsi pendant toute sa vie, et pendant toute la vôtre. Pourquoi ? Est-ce juste ? Et cela peut-il durer ?

Que disaient, il y a cent trente ans, les hommes de la Révolution française ? Ils disaient : fils de noble, fils de bourgeois, fils de serf ou de manant, les hommes naissent tous libres, tous égaux, pétris du même limon, de la même argile. La société doit consacrer leur égalité naturelle. Plus de distinction tirée de leur origine, de ce qui précède leur venue au monde, de ce qui devance la manifestation de leur utilité personnelle... Les hommes de la

Révolution avaient cruachever leur œuvre en confondant tous les ordres de l'ancienne société. Ils ne se doutaient pas que, dans la société moderne, la même iniquité reparaîtrait, sous une forme moins supportable encore, par la formation et la distinction des classes. Ils ne se doutaient pas qu'il nous faudrait reprendre, après eux, sur nouveaux frais, leur tâche révolutionnaire. Fils de possédant ou fils de prolétaire, les hommes naissent tous libres, tous égaux. Pourquoi la société livre-t-elle les uns aux autres, asservit-elle les uns aux autres, exploite-t-elle le travail des uns au profit des autres ?

On nous répondra : la société distribue à chacun de ses membres le rôle, la tâche qui convient à ses facultés. Il faut bien que l'un commande et que l'autre obéisse, que l'un dirige et que l'autre exécute, que l'un travaille de son cerveau, l'autre de ses bras. Il existe nécessairement comme une hiérarchie d'emplois sociaux, auxquels une société policiée pourvoit selon la différence des aptitudes, c'est-à-dire de l'intelligence et de la culture. Soit, il faut des hommes pour toutes les tâches, et il serait absurde que chacun d'eux prétendît à diriger les autres. Mais où trouverons-nous l'assurance que le fils du possédant en fût plus digne que le fils du prolétaire ? Quand donc a-t-on mesuré contradictoirement leurs aptitudes, c'est-à-dire leur intelligence et leur culture ? L'un est plus instruit que l'autre ? C'est qu'un premier privilège, une première distinction arbitraire les a séparés, dès que leur conscience s'éveillait à la vie. Les fils de possédants ont eu leurs écoles à eux, où l'instruction n'a pour ainsi dire pas de fin, où le plus médiocre esprit, à force de temps et de sollicitude, finit par usurper un semblant de connaissances. Les fils de prolétaires ont les leurs, où l'étude est limitée dans ses programmes et dans sa durée, et que les plus aptes doivent quitter bien vite pour apporter à leur famille un complément de subsistance, pour entrer à leur tour dans la servitude du travail salarié.

Si l'on prétend résérer aux plus dignes les emplois de direction et de commandement, qu'on commence donc par donner à tous la partie égale ! Que l'instruction soit commune entre tous les enfants, semblable pour tous, qu'elle devienne entre eux un moyen de sélection exacte... et alors nous verrons bien à

qui le prix du mérite reviendra. Que de degré en degré l'école nationale retienne vers les cultures supérieures et les hauts emplois sociaux ceux qui s'en montreront les plus dignes, ceux-là seuls, fussent-ils fils de possédants. Ce jour-là, nous pourrons constater dans quelle classe de la société la sève humaine monte avec le plus de vivacité et de fraîcheur. D'ici là, on aura justifié un privilège par un autre, rien de plus.

On nous répondra encore, comme dans les livres de morale : il ne tient qu'aux fils d'ouvriers. Qu'ils soient laborieux, sobres, économes, qu'ils appliquent toute leur force à leur travail, qu'ils acquièrent la confiance de ceux qui les emploient et, peu à peu, d'échelon en échelon, ils pourront devenir à leur tour patrons ou propriétaires. Il n'existe plus, dans notre société actuelle, de caste fermée dont l'entrée soit interdite. Parmi les patrons d'aujourd'hui combien sont fils de prolétaires, combien ont débuté dans la vie sans privilège héréditaire du capital, avec le seul don de leur énergie et de leur intelligence... je le concède encore. Il est vrai que, parmi les patrons d'aujourd'hui, et quelquefois parmi les plus puissants, tous ne le sont pas par droit de naissance. Les sociétés modernes font une terrible consommation d'hommes. Il y a chez elles disette de talents tout comme il y aura un jour pénurie de charbon. Elles ne peuvent s'embarrasser sur le choix ou discuter sur l'origine. Réfléchissez cependant. Si les enfants d'ouvriers et de paysans étaient tous également sobres, économes, laborieux, pourraient-ils devenir tous, en récompense de leurs vertus, patrons ou propriétaires ? N'est-il pas évident que la classe privilégiée est, par sa nature même, une sorte d'oligarchie, une classe à effectif nécessairement limité ? L'un ou l'autre d'entre vous, par son mérite ou sa bonne fortune, pourra peut-être un jour franchir la barrière ; mais elle ne saurait s'ouvrir à tous. On disait jadis, après l'abolition des lois qui réservaient aux gens de « sang bleu » tous les grades militaires, que chaque soldat portait dans sa giberne le bâton de maréchal de France. Que voulait-on dire par là ? Qu'aucun obstacle légal n'empêchait plus un soldat de parvenir au grade suprême, et de même, il n'y a pas d'impossibilité légale à ce que le petit apprenti devienne un jour le chef de la grande usine. Mais à quoi se réduit sa chance ? Com-

bien y a-t-il de soldats qui, de leur giberne, doivent faire sortir le bâton de maréchal ?

Que prouveraient d'ailleurs ces élévations isolées ? Si les privilégiés d'aujourd'hui sont nés un peu partout, les priviléges n'en sont ni moins iniques, ni moins odieux. S'il n'existe plus entre les classes de cloisons étanches, si leurs limites sont indécises, elles n'en sont pas moins ennemis. Il se produit des échanges entre elles. Qui le nie ? Mais dans le hasard de ces échanges nous ne pouvons voir que des accidents, non pas le jeu normal d'une loi. Qu'un ouvrier accède à la bourgeoisie, c'est un miracle. Qu'un bourgeois retombe au travail manuel, c'est une catastrophe. Tel patron est le fils d'un ouvrier ou d'un paysan, je le veux bien. Mais que seront ses enfants à lui ? des fils de bourgeois comme les autres. La bourgeoisie aura pompé un peu de sang jeune, voilà tout.

Là n'est pas la véritable égalité. Quand bien même dans la société présente — et cela n'est ni vrai ni possible — il existerait une harmonie entre les priviléges sociaux et les qualités individuelles, si ceux qui commandent étaient les plus dignes du commandement, si les plus riches étaient les plus dignes de la fortune ; rappelez-vous ceci : que le capital se transmet indéfiniment alors que nulle qualité du corps et de l'esprit n'est nécessairement héréditaire. Avec chaque génération, le classement humain recommence sur nouveaux frais. Le fils de l'homme le plus intelligent peut être un sot, le fils de l'homme le plus énergique peut être un faible. S'ils n'apportent pas ces tares en naissant, le luxe et la paresse peuvent promptement les en affliger. Quel droit peuvent-ils revendiquer au privilège social sinon leur droit de naissance ? Ils le recueilleront pourtant dans leur héritage, comme un dauphin de France recueillait jadis la couronne de droit divin, comme l'aîné d'un noble recueillait les titres et les terres de sa maison. La société actuelle n'interdit pas à l'ouvrier, au paysan de conquérir parfois les hautes dignités capitalistes, mais renvoie-t-elle leurs enfants à l'atelier ou à la terre, quand ils ne sont bons, comme il arrive, qu'à conduire la charrette ou qu'à manier le marteau ?

La véritable égalité consiste dans le juste rapport de chaque individu d'où qu'il soit né, avec sa tâche sociale. Certes, le socialiste ne nie pas cette donnée brutale : l'inégalité natu-

relle, l'inégalité de la force, de la santé, de l'intelligence entre les individus. Il n'entend pas faire passer sur eux le rouleau compresseur pour les réduire tous au même niveau, pour les confondre tous dans une sorte de moyenne humaine. La tâche qu'il veut assumer est plus lourde cent fois que celle de la société actuelle, puisqu'il veut exploiter au mieux cette terre, tirer le plus riche rendement des ressources de la nature et de l'industrie, les produire avec la moindre dépense de travail humain, les répartir selon le juste équilibre des besoins. Donc, plus encore que la société actuelle, et parce que son œuvre comportera des besognes de direction plus complexes, il attache du prix à l'intelligence et à la science. Nous comprenons clairement, nous socialistes, que nous n'accomplirons l'œuvre immense qui nous est remise par le destin, qu'en plaçant chaque travailleur à son poste exact de travail, à celui que lui assignent ses facultés propres, judicieusement reconnues et cultivées par l'éducation commune. Mais ces affectations nécessaires, nous les réglerons par la seule considération des aptitudes personnelles, au lieu de les abandonner follement, comme le régime bourgeois, aux accidents de la naissance. D'ailleurs, dans cette répartition des tâches, nous n'entendons introduire aucune idée de hiérarchie et de suordination.

Nous ne séparerons pas à nouveau l'unité sociale en castes mouvantes mais tranchées. Meilleurs ou pires, plus forts ou plus faibles, tous les travailleurs nous apparaissent égaux et solidaires devant le même devoir. La bonne distribution du travail commun exige qu'entre eux le commandement revienne aux plus dignes, mais il leur sera remis pour le profit commun non pour leur honneur et leur profit personnel. Notre but n'est pas du tout de rémunérer leur mérite qui est l'ouvrage de la nature et de l'effort accumulé de la civilisation, mais de l'utiliser dans l'intérêt de la collectivité tout entière. Ils ne seront pas à proprement parler, des chefs, mais des travailleurs comme les autres, associés, assemblés dans la même œuvre avec leurs frères de travail, chacun peinant à son poste, tous s'efforçant vers le même objet, qui est l'égal bien-être et le bonheur commun des hommes.

Ainsi, par une révolution semblable à celle qu'ont accomplie nos pères, nous installerons la raison et la justice là où règnent aujourd'hui le privilège et le hasard. Dans la République du Travail, point de distinctions sociales, mais seulement des répartitions professionnelles. Ces affectations auront pour fondement unique l'aptitude personnelle, propre à chaque individu, naissant et s'éteignant avec lui. La société présente au contraire repose essentiellement sur la division en classes : classe des possédants, classe des prolétaires, et cette division a bien pour principe le capital, puisqu'elle apparaît avec la possession du capital, puisqu'elle se transmet et se perpétue, comme vous l'avez vu, avec le capital lui-même.

Il est temps ici de retourner en arrière et d'envisager de plus près ce mot dont nous nous sommes déjà servis tant de fois. Le capital, qu'est-ce donc que ce talisman magique dont la présence ou l'absence transforme notre condition, notre état, notre vie entière ? Comment se présente-t-il à nous, quelle est son origine ou sa raison d'être, de quoi est-il fait ?

Si je dis de mon voisin qu'il est un riche capitaliste, cela signifie qu'il est propriétaire de terres et d'usines, qu'il possède ce qu'on appelle aujourd'hui des valeurs mobilières — actions de sociétés ou rentes sur un État, — qu'il a de grosses sommes placées chez son banquier ou chez son notaire et beaucoup de billets de banque ou d'or dans son tiroir. L'or et les billets de banque ne sont pas des richesses réelles, ce sont des monnaies, c'est-à-dire des valeurs fictives, imaginées dans un état lointain de la civilisation pour représenter les denrées et marchandises de toute espèce, pour en faciliter l'échange et la conservation. Les métaux précieux et le numéraire sont, dans le régime actuel, les moyens de paiement universellement adoptés, mais ils ne sont par eux-mêmes d'aucune utilité sociale. Il est aisément de concevoir une société parvenue à un haut degré de culture et de civilisation, où la monnaie ne serait cependant pas employée. Il suffirait d'adopter, entre les hommes, une autre façon de distribuer les produits de leur travail et les richesses naturelles. Si nous faisons, par l'imagination, l'effort de supprimer tout l'or et tous les billets existant sur cette terre, les intérêts privés d'une multitude d'hommes en

seront momentanément bouleversés, mais, dans son ensemble, la richesse totale du monde n'en sera aucunement diminuée. Car, considérée en elle-même, la monnaie ne satisfait à aucun des besoins des hommes. Ce n'est pas avec de l'or qu'on mange, qu'on se chauffe ou qu'on se vêt, qu'on bâtit ou qu'on construit une machine. Nous en sommes venus, peu à peu, à considérer l'or comme le signe représentatif de toutes les valeurs, mais il n'est pas par lui-même une valeur, si ce n'est pour les rares industries qui l'emploient comme matière première. Un compte dans une banque n'est pas autre chose qu'une certaine quantité de monnaie mise en dépôt et que le dépositaire s'engage à nous représenter sur notre demande. Les rentes ou les actions ne sont pas autre chose que des monnaies à valeur variable et productrices de revenu annuel. À l'origine du compte, il y a un versement de numéraire. À l'origine du titre de rente ou de l'action, il y a une opération de placement, c'est-à-dire l'échange de la valeur mobilière contre une certaine quantité d'or ou de billets. Toute cette première catégorie de capitaux ne représente donc, sous une forme simple ou compliquée, directe ou indirecte, que la monnaie et ses divers modes de transformation.

Nous pourrions en rechercher ensemble l'origine, et nous nous convaincrions aisément que dans l'immense majorité des cas la possession du numéraire, sous ses multiples formes, ne correspond nullement au travail personnel de l'homme qui le détient, que cette valeur a été créée, avant lui, en dehors de lui, par le travail des autres hommes. Mais je préfère insister sur le fait essentiel, à savoir qu'il s'agit uniquement ici d'une valeur imaginaire, d'une valeur de convention, que, nous autres hommes, jouons avec la monnaie comme on voit les enfants jouer avec des jetons ou des cailloux, et qu'on pourrait la supprimer d'un trait de plume sans que la consistance vraie du monde fût changée, sans que la somme des richesses réelles qu'il engendre pour les besoins des hommes fût diminuée d'un morceau de pain. On nous a mainte et mainte fois affirmé que, même sous cette première forme, le capital était indispensable à la vie des sociétés. À quelle fonction vitale des sociétés serait-il donc nécessaire ? Parler ainsi, comme on le fait chaque jour, c'est commettre une

confusion puérile entre les capitaux eux-mêmes et les produits ou marchandises de toute espèce que, dans l'économie actuelle, ils représentent et permettent seuls d'acquérir. Les capitaux ne sont pas nécessaires, et ne peuvent le sembler qu'en vertu d'une fiction, d'une convention universelle. Ce n'est pas, je le répète, avec de l'argent que l'on monte une usine ou que l'on rend une terre productrice, c'est avec des matériaux ou des outils que l'argent n'a pas créés et qui existeraient sans lui. Ce n'est pas en réalité avec l'argent qu'on paie des salaires, c'est avec des denrées de toute sorte qu'on échange aujourd'hui contre l'argent, mais qui sont produites sans lui, et qui pourraient être réparties par un autre moyen. Si vous voulez apprécier l'importance relative du travail et des capitaux d'échange, songez qu'on pourrait retirer du monde, sans l'appauvrir, toutes ses richesses monnayées, alors qu'on n'en saurait retirer, sans paralyser sa vie, un seul jour du travail unanime des hommes. Cependant la possession de ce signe conventionnel, de ce simulacre, assure aux heureux élus, comme dans les contes de fées, tous les bienfaits et la satisfaction de tous les vœux : le droit de ne pas participer par le travail au labeur commun du monde, le droit de prélever un large tribut sur ce que produit le travail des autres, le droit de faire fleurir leur paresse et leur faste sur le surmenage et la misère de la multitude. Nos yeux et notre esprit sont accoutumés à ce spectacle ; nous en sommes venus à le juger naturel. Si nous en trouvions le tableau dans quelque récit d'explorateur, ou dans les visions imaginaires d'un Rabelais ou d'un Swift, son absurdité nous saisirait autant que son injustice.

J'en viens à la seconde classe de capitaux : la terre, son sol et son sous-sol, les forces qu'elle recèle, les bâtiments qui la couvrent, les engins de toute sorte dont l'industrie humaine l'a peuplée. Ici, c'est autre chose. Ce capital est réel. Il représente notre vrai patrimoine, notre vraie richesse. Il n'est pas moins indispensable à notre vie que le travail, puisque c'est à lui que le travail s'applique, c'est lui que le travail fait valoir. Ces richesses communes de la terre sont la condition même de notre existence ; aussi le labeur continu des hommes les a-t-il en partie créées, en partie aménagées : et si l'avenir peut nous promettre de plus en plus de bien-être, de plus

en plus de confort et de sécurité, c'est par leur exploitation plus exacte et plus savante. Mais, s'il en est ainsi, comment concevoir que ce qui est nécessaire à la totalité des hommes demeure la propriété exclusive de quelques-uns ? Où sont leurs titres ? Le capital utile du monde est, pour une part, le don gratuit de la nature, d'autre part, l'héritage du travail séculaire de l'humanité, car toutes les générations qui se sont succédé sur cette terre y ont tour à tour ajouté leur part. N'avons-nous pas tous la même vocation aux richesses naturelles ? N'en sommes-nous pas tous, en naissant, propriétaires égaux et indivis comme de l'air et de la lumière ? N'y avons-nous pas tous le même droit, contre le même devoir, — le devoir de les entretenir et de les accroître dans la mesure de nos forces. Quel jour, pour reprendre le mot d'un poète, avons-nous, comme Ésaü, vendu notre part de l'héritage ? Et tout ce qu'a incorporé à la nature, depuis des centaines et des milliers de siècles, depuis que l'homme a paru sur cette terre, le travail accumulé des générations, comment une poignée d'individus s'aroge-rait-elle le pouvoir d'en détenir, à elle seule, le profit et l'usage ? C'est à tous les hommes que doit revenir le bien créé par tous les hommes. C'est la collectivité présente qui est la seule héritière légitime de la collectivité indéfinie du passé. La nécessité commune, l'origine commune, voilà ce qui justifie doublement la communauté du capital, en tant que le capital représente l'ensemble des richesses naturelles et des moyens de production.

Il y a dans cette vérité quelque chose d'éclatant et de nécessaire, et l'on n'en peut plus détacher ses yeux dès qu'on l'a clairement saisie une fois. Pourtant, il est naturel qu'elle ait longtemps échappé à l'intelligence humaine. Durant de longs siècles, le travail humain s'est poursuivi dans un état de dissémination extrême et d'ignorance réciproque. Courbé sur sa tâche isolée, n'apercevant rien de celle qu'accomplissaient ailleurs les autres hommes, n'employant guère à son effort particulier que sa propre force, le travailleur adaptait, ajoutait à sa personne son instrument de travail. Le petit champ que le paysan cultive, le marteau du forgeron, le métier du tisserand leur semblaient comme un prolongement de leurs bras. Cet aspect individualiste du travail semblait ainsi justifier, ou même

engendrer la propriété individuelle. Mais, depuis cent cinquante ans, les grandes industries et les grandes agglomérations d'hommes se sont formées. L'exploitation des richesses naturelles n'est plus remise à l'effort morcelé des individus. Les besoins accrus du monde ne peuvent plus être satisfaits, la population multipliée du monde ne peut plus subsister par la totalisation de tâches distinctes et indépendantes. Les moyens de production sur lesquels repose l'existence de l'univers moderne se séparent de plus en plus de la personne qui les manie pour s'ajuster dans un ensemble organisé.

L'univers a pris de plus en plus la figure d'une usine immense et unique dont tous les rouages solidaires concourent à une même fin. Chaque jour nous voyons se resserrer ces liens de dépendance mutuelle entre les espèces multiples de moyens de travail et de travailleurs. L'économie d'autrefois les abandonnait chacune à son libre jeu, à son initiative autonome. L'économie d'aujourd'hui les assemble, bon gré mal gré, dans des combinaisons et des disciplines collectives. Bientôt, les nécessités mêmes de la vie du monde obligeront de soumettre à des directions d'ensemble — non seulement nationales mais universelles — les fabrications et les cultures, la distribution des matières premières et la répartition des produits. Il le faudra pour parer à la disette des produits, à l'insuffisance de la main-d'œuvre ; il le faudra pour assurer l'équilibre entre la production globale du monde, et la croissance continue de la population et des besoins. Le capitalisme lui-même, sous la pression de cette nécessité, avait dû s'orienter, pendant les vingt années qui ont précédé la guerre, vers l'organisation centralisée de l'industrie. Mais ce corps unique, dont dépendra ainsi la vie du monde, qui donc a qualité pour en régler les fonctions essentielles, qui donc doit recueillir le fruit de son activité universelle ? Quelques privilégiés ? Non certes, la collectivité entière et universelle des hommes. Et ainsi, les formes collectives de la production moderne viennent ajouter une justification de plus, imposer comme une nécessité de plus, aux formes collectives de la propriété.

Le bien des hommes appartient collectivement à tous les hommes ; le travail des hommes — des vivants et des morts — doit

profiter collectivement à tous les hommes. Chacun doit son plein travail à l'œuvre commune ; chacun doit recueillir sa part du travail commun. En ces quelques formules si simples tient l'essentiel de la pensée socialiste. Notre doctrine est donc celle qui peut réaliser la fraternité comme l'égalité. Qui peut la contester ou la combattre ? Ceux qui ne veulent pas la comprendre ou ceux qu'elle lèse dans leurs intérêts. Ceux dont elle ferait tomber les priviléges, ceux dont elle ferait cesser l'usurpation. Usurpation consacrée par la loi, protégée par toutes les puissances de propagande et de contrainte, perpétuée par toutes les formes de l'héritage social, mais qui, toujours contraire à la raison et à la justice, se trouve aujourd'hui en contradiction manifeste avec la moralité générale de ce monde, avec les lois et les besoins généraux de la production. La propriété, dans la légalité capitaliste, c'est l'absorption totale et éternelle de la chose appropriée, c'est le droit d'en user à son gré, de la transformer, de la transmettre, de la détruire. Le propriétaire d'un stock de blé peut le brûler, s'il lui plaît, quand le pain manque à la ville voisine. Le propriétaire d'une usine peut la laisser chômer, s'il lui plaît, quand des outils de première nécessité manquent à l'industrie ou à la culture. Peu importe l'intérêt commun, la chose est à lui. Le jeu de la concentration, de la capitalisation, de l'héritage pourra rassembler dans les mains d'une centaine d'hommes, à la rigueur dans les mains d'un seul — Wells a fait ce rêve — toute la propriété utile du monde. Peu importe l'esclavage universel, la propriété reste sacrée... Peut-être, mais c'est l'instinct de conservation qui doit alors, à lui seul, légitimer la révolte. Songeons que la propriété individuelle a déjà subi quelques atteintes, que le progrès matériel et moral des sociétés a déjà arraché au propriétaire quelques-uns de ses attributs séculaires. Un Romain était propriétaire de ses enfants comme de ses animaux de somme ; il pouvait les vendre ou les tuer. Un planteur des Antilles était propriétaire de ses esclaves comme de ses champs de canne à sucre. Mais la conscience humaine a élevé son cri et ces formes de la propriété sont tombées. D'autres tomberont à leur tour, qui sont nées de la même conception déviée et exorbitante du droit. Ce que nous disons aujourd'hui, c'est qu'un homme ne peut demeu-

rer maître absolu, maître unique, maître éternel par sa descendance, de ce que la collectivité des hommes a jadis recueilli ou créé, de ce qui conditionne aujourd’hui la vie collective des hommes. Et nous avons proclamé le socialisme, quand nous avons dit cela.

Vous entendez d’ici les répliques intéressées ou sceptiques. Quoi, nous disent les railleurs, pour justifier le socialisme, ce sont les lois économiques, les nécessités de la production que vous invoquez ! Touchant paradoxe ! Mais vous savez bien que les hommes n’ont pas naturellement le goût du travail. Pourquoi travaille-t-on ? Pour gagner de l’argent, pour épargner, pour transmettre à ses enfants le fruit de son épargne. Quand vous aurez supprimé ces deux stimulants de la paresse humaine, le désir du gain et l’héritage, vous aurez tout bonnement rejeté l’animal humain à son apathie atavique. Il ne travaillera plus que pour satisfaire à ses besoins élémentaires, ou bien il ne travaillera plus que par contrainte. État de production indéfiniment raréfiée, ou bien état de travaux forcés et de chiourme, votre cité socialiste aboutira nécessairement à l’un ou à l’autre. Choisissez...

Il faut bien que je suppose ce langage. On vous l’a tenu, ou vous l’avez entendu tenir. Il faut bien aussi que j’y réponde, quelque décuoragement que l’on éprouve à chasser sans cesse devant soi l’éternelle sottise, l’éternelle routine, l’éternelle incrédulité. Où a-t-on pris qu’un célibataire, qu’un homme ou qu’une femme sans enfants fussent moins actifs, moins industriels, moins après au gain, qu’un père de famille ? Que chacun regarde près de lui, et vérifie. J’ai vu souvent que la charge de famille obligeait un homme à un travail excessif, surmenant, pauvrement rémunéré. Je n’ai jamais vu que le défaut d’enfants détournât l’homme d’un effort utile et fit d’un travailleur un oisif. La vérité est, tout simplement, que, par un secret instinct de moralité, nous sommes moins honteux de rapporter à nos enfants qu’à nous-mêmes notre appétit personnel de lucre. Il arrive que des bourgeois prennent plus tôt le temps de « se retirer des affaires » comme ils disent, parce que leur fortune acquise, médiocre pour de nombreux enfants, suffit au contraire à leur ménage sté-

rile. Mais, qu’ils vendent leur fonds de commerce ou ferment leur boutique, de quelle activité utile cette retraite prématurée prive-t-elle la société ? Non, il n’est pas vrai que la transmission héréditaire, signe et moyen de l’usurpation capitaliste, soit l’agent indispensable de la prospérité sociale... L’appât du gain, l’envie de gagner de l’argent ? c’est autre chose. Si nous considérons autour de nous la mêlée des hommes, elle paraît dirigée, en effet, par ce mobile unique. Gagner de l’argent, c’est le véritable idéal humain, le seul que proclame et qu’essaie de réaliser une société pervertie. Conquérir pour notre compte la plus large part des priviléges que l’argent représente ou permet d’acquérir, c’est le programme de vie que le spectacle contemporain nous propose. Tout nous appelle à cette lutte : l’opinion et la morale, qui devraient la flétrir, l’exaltent, et il faut une sorte d’héroïsme pour se soustraire volontairement à la contagion. C’est le sentiment moteur aujourd’hui, ne perdons pas notre peine à le contester. Mais où prend-on le droit de conclure que l’humanité n’en puisse pas connaître d’autre ? Le sophisme est là.

J’ai pour ma part une vue moins désespérée ou moins méprisante de l’humanité. Je crois, je suis sûr, vous êtes sûrs comme moi, que des mobiles d’une autre sorte peuvent pousser les hommes à surmonter leur indolence naturelle. Et d’abord, est-on si sûr que l’indolence leur soit naturelle ? Est-ce qu’au contraire, parmi les données naturelles du problème, j’entends celles qui nous sont fournies par la nature, nous n’avons pas le droit de poser le goût du travail ? L’homme aime déployer son activité, employer sa force. Quand il esquive la tâche, c’est que la société l’avait astreint à un labeur autre que celui où son tempérament propre le destinait. Ce désaccord, nous l’éviterons sans doute, nous qui plaçons à la base même de l’économie sociale la recherche de l’affinité entre le travail et le travailleur. C’est au contraire le loisir prolongé qui ennuie et qui accable, et, peut-être, dans la société future, aurons-nous plus de peine à occuper le loisir que le travail. Voilà la vérité, et, pour s’en convaincre, il suffit de s’éloigner quelque peu du spectacle présent des choses. Il suffit de s’élèver par la pensée au-dessus du misérable niveau des mœurs actuelles, mœurs qui sont le produit direct, et non la cause, de

notre régime social. Faisons cet effort. Considérons si c'est ou non l'appât du gain qui provoque les grands témoignages du travail humain, qui suscite les grandes tâches de l'histoire. Est-ce l'appât du gain qui a édifié les temples de l'Acropole ou les cathédrales gothiques ? Est-ce l'appât du gain qui a inspiré les grands ouvriers de la Renaissance, les grands constructeurs d'idées du XVIII^e siècle ?... Si la littérature et l'art sont devenus aujourd'hui métier et marchandise, c'est que la contagion du lucre a gagné l'écrivain et l'artiste, mais on ne nous citera pas une belle œuvre, dans aucun temps, que son auteur ait conçue dans un esprit mercantile. Est-ce l'appât du gain qui incite le savant à la méditation, à la découverte, est-ce pour « gagner de l'argent » qu'ont travaillé un Newton, un Lavoisier, un Ampère, un Pasteur ? L'invention pratique, le perfectionnement industriel ne sont pas dus davantage à l'espoir du profit, mais à un besoin intime de recherche et de trouvaille qui puise en lui-même sa satisfaction. Vous ne trouverez pas une tâche vraiment utile à l'humanité dont l'origine ne soit désintéressée... En revanche, nous voyons autour de nous quelle sorte d'activité le désir du gain provoque. C'est pour gagner de l'argent qu'on lance une affaire, qu'on monte une maison de banque, de courtage ou de commerce, qu'on achète et qu'on revend, qu'on agioète et qu'on spécule. Le désir du gain forme et entretient cette écume, cette fermentation putride que nous voyons s'étaler à la surface de la vie économique. La société actuelle est peuplée de hardis aventuriers, lancés à la conquête de l'or, et qui, par tous les moyens, essaient de dévier à leur bénéfice le courant des capitaux. Mais de quelle richesse réelle leur audace a-t-elle jamais accru le monde ? En quoi la société se trouvera-t-elle appauvrie quand nous l'aurons nettoyée de toutes ces initiatives parasitaires ? Elles déplacent arbitrairement la richesse, elles ne la créent pas. Vous trouverez le symbole de cette fausse activité dans un mouvement de hausse ou de baisse à la Bourse, qui fait passer dans la poche des uns l'argent des autres, mais qui ne modifie pas d'un sou le capital foncier du monde. En la supprimant, nous aurons mis fin à des exactions individuelles, nous n'aurons attenté à aucune utilité collective. Nous n'aurons pas altéré ou ralenti

la vie sociale, nous l'aurons assainie au contraire, nous l'aurons guérie d'une maladie, d'une infection.

S'il était vrai que pour fournir sa contribution pleine de travail, l'homme eût à surmonter une inclination naturelle, il serait donc faux, en tout cas, que le désir du gain fût le mobile indispensable de cet effort. L'homme peut déployer cet effort, et il l'a fait, par la vertu des mobiles moraux. Il peut le faire par application désintéressée à l'œuvre entreprise, par fidélité à une discipline consentie, par dévouement à un idéal commun, par don de sa raison et de son âme à une grande foi. Considérez d'ailleurs les tâches qu'impose à l'humanité l'état présent du monde, et demandez-vous si c'est l'appétit égoïste du lucre qui peut nous mettre en état de les remplir. Le profit capitaliste, quoi qu'on fasse, ne sera jamais que l'apanage d'une oligarchie — je ne veux pas dire d'une élite — et l'humanité ne résoudra les problèmes de vie ou de mort posés devant elle par les circonstances, que grâce à l'effort concerté de tous les travailleurs. Elle ne les résoudra que si chaque travailleur détient en lui-même la claire conscience de consacrer son travail à l'intérêt collectif, qui comprend nécessairement son intérêt propre, au lieu de l'offrir en tribut à cette oligarchie privilégiée. Elle ne les résoudra que si une foi commune élève les travailleurs au-dessus des fins égoïstes, exalte leur vaillance, rassérène leur âme blessée par tant de souffrances et de misères. Cette foi, nous seuls la proposons aujourd'hui, nous seuls pouvons la créer, et la créer indistinctement chez tous les hommes. J'ajoute que nous seuls pouvons en placer les moyens et la récompense dès cette vie même, dès cette vie terrestre, et non dans le recul indéfini d'une immortalité.

Mais, si vous le voulez bien, retournons l'argument, reprenons l'offensive. Recherchons, dans la société actuelle, les effets et les incidences d'un travail vraiment créateur. Je suppose que, demain, un inventeur imagine quelque outillage nouveau qui bouleverse la technique d'une des grandes industries directrices, la métallurgie ou le tissage, qui réduise dans une proportion considérable la main-

d'œuvre et le prix de revient. Il y a d'abord bien des chances pour que cet inventeur méconnu, comme tant d'autres, meure dans le désespoir et la misère. De vains appels aux capitalistes, qui seuls aujourd'hui peuvent mettre en œuvre de nouveaux procédés mécaniques, auront épuisé sa patience, abrégé sa vie ; puis, quelques années plus tard, une société financière exploitera ses brevets acquis à vil prix et en recueillera le bénéfice immense. Mais admettons que, par une exception providentielle, lui-même ait pu faire valoir sa découverte. Je vois bien le profit qu'il en retirera lui-même : nous aurons sur la terre un milliardaire de plus. Quel profit en recueillera la collectivité ?

En attendant que l'industrie universelle se soit adaptée aux procédés nouveaux, des centaines d'usines seront condamnées au chômage. Le déplacement de la main-d'œuvre déterminera une baisse générale des salaires ; la masse des produits jetés sur le marché provoquera les troubles économiques les plus complexes. Verrons-nous du moins le consommateur profiter de la réduction des prix de revient ? Pas le moins du monde ; il n'en profitera que dans une mesure dérisoire. Les prix de vente ne seront abaissés que de la quotité nécessaire pour étouffer les concurrences, et notre inventeur empochera le surplus. Une crise universelle d'une part ; de l'autre une immense fortune individuelle, c'est-à-dire éternellement transmissible. Tel est le bilan. Est-ce qu'il ne révolte pas la raison ?

Notre inventeur viendra nous répliquer : « Ma fortune est cependant bien à moi : je l'ai gagnée ; elle est le fruit de ma découverte, le produit de mon travail. » Mais est-il vrai que sa découverte soit bien à lui ? Le même homme l'aurait-il menée à terme, vivant seul dans une île déserte, ou naissant dans quelque tribu sauvage de l'Océanie ? Ne suppose-t-elle pas, au contraire, tout l'actif préalable au travail humain ? N'est-elle pas, pour le moins, le résultat d'une collaboration, d'une coïncidence entre son génie individuel et l'effort collectif de la civilisation ? La collectivité devrait donc, pour le moins, recueillir sa part du bénéfice. Pourquoi s'en trouve-t-elle frustrée, non seulement au profit de l'inventeur lui-même, mais de ses descendants jusqu'à la dernière génération ?... Et cet exemple ne vous fait-il pas toucher du doigt l'injustice

foncière qui gît à la racine même des modes actuels de la propriété ?

Il est arrivé parfois dans l'histoire que les masses ouvrières s'insurgeassent contre les progrès du machinisme qui les privaient momentanément de leur gagne-pain. Et l'on nous désignait, avec une pitié insultante, l'égarement de ces travailleurs dressés contre la science et le progrès. Ils avaient tort contre la science et le progrès. Ils avaient raison contre la société capitaliste. Était-ce leur faute si un progrès de la civilisation collective, qui devrait raisonnablement se traduire par un accroissement du bien-être collectif, n'engendrait pour eux que la misère et la famine ? À mesure que l'outillage humain se perfectionne, à mesure que la science, œuvre commune des hommes, étend son empire sur les forces naturelles, quel devrait être le résultat ? L'augmentation de la somme des produits dont chacun dispose, la diminution de la somme de travail que chacun doit. Chaque pas en avant de la civilisation devrait ainsi se traduire par un bénéfice unanim, universel, et il se traduit au contraire par une nouvelle rupture d'équilibre entre ceux qui possèdent et ceux qui travaillent. Nous concevons, nous, une société qui, comme le sens du mot l'impose, fasse vraiment des associés de tous les individus qu'elle englobe, qui fasse profiter chaque homme du travail de tous, qui les fasse profiter tous de chaque extension de l'industrie et de la science.

De grands penseurs ont attendu de la science le renouvellement des sociétés humaines. Comme les ouvriers révoltés devant la machine, ils avaient raison et ils avaient tort. La science accroît et accroîtra sans mesure le rendement du travail, mais, si le pacte social demeure vicié dans son essence par une clause inique, en accroissant les richesses, nous n'aurons fait qu'accroître l'iniquité. Nous aurons multiplié les prélèvements du capital sur le travail, nous aurons multiplié la divergence entre les profits du capitaliste et les salaires du travailleur. Si la règle du partage est injuste, l'injustice augmentera avec la masse des produits à partager... C'est avec le socialisme que la science deviendra vraiment bienfaisante, et l'on peut dire en ce sens que socialisme et science sont vraiment le complément l'un de l'autre. La science développe les richesses de l'humanité ; le socialisme en

assurera l'exploitation rationnelle et la distribution équitable. Chaque découverte de la science, quel que soit le domaine particulier où elle se manifeste, se trouvera en quelque sorte étalée sur l'ensemble du corps social pour déterminer en lui une amélioration correspondante : augmentation du bien-être si la somme des denrées est augmentée, augmentation du loisir si la somme du travail nécessaire pour les produire est réduite. Inversement, l'instauration du régime socialiste implique comme un appel ardent et constant au secours de la science. En utilisant aussitôt, pour le bien commun, chaque conquête de la science, nous en provoquerons incessamment de nouvelles ; sans cesse nous mettrons au point son programme de recherches, tout en développant autour d'elle l'atmosphère de désintéressement et de confiance dont elle a besoin.

C'est ainsi que le socialisme seul, résolvant cette contradiction mortelle, peut remplacer la société déviée sur la véritable route du progrès. Je me garderai bien de tracer un tableau paradisiaque de l'état de choses qu'il veut créer. Je sais trop que, dans ce monde, la nature elle-même introduit des causes irréductibles de souffrance. Nous ne supprimerons pas la maladie, la mort des enfants, l'amour malheureux, mais, à côté de ces misères naturelles, il en est d'autres qui sont le produit d'un mauvais état social et qui peuvent disparaître avec lui. Imaginez le groupement humain, une fois débarrassé de ces entraves artificielles. Supposez que, par une sélection judicieuse, tous les individus se trouvent distribués dans les divers quartiers de l'activité sociale ; supposez que chacun, sans exception, donne à la société chaque jour quelques heures de travail utile, j'entends du travail qu'il aime, car l'intérêt commun concorde ici, comme en toutes choses, avec les conditions du bonheur personnel. Supposez que, dans l'univers entier, la production soit organisée de façon à obtenir le meilleur rendement des ressources naturelles, chaque terroir ou chaque groupe fabriquant ou cultivant ce qu'il peut créer avec le plus d'abondance, de perfection ou d'économie, toute concurrence nationale ou internationale supprimée, les méthodes et les outils les plus récents venant sans cesse au service du travail. Supposez que tout le travail humain soit ordonné comme une usine unique, où la tâche particulière de

chaque atelier, de chaque ouvrier vient s'assembler dans un programme d'ensemble constamment révisé selon les ressources et les besoins. Supposez que ce programme se limite aux productions vraiment utiles, et ne gaspille plus tant d'activité laborieuse pour satisfaire — ou même pour créer — des besoins factices, des modes d'un jour. Ne croyez-vous pas que cet effort discipliné suffirait pour assurer à chaque homme ce que l'humanité lui doit de naissance : le bien-être, sinon le bonheur ? N'y a-t-il pas place pour tous sous le soleil ? Le travail commun ne peut-il pas assurer à chacun une nourriture abondante, des vêtements commodes, un logement spacieux et sain, le libre usage de toutes les ressources et de tout l'outillage collectifs ?

Vues chimériques, nous dira-t-on. Mais où donc est la chimère ? Nous venons de voir, pendant cinq ans, l'humanité se plier à une discipline de destruction et de mort. Ne pourra-t-elle accepter une discipline de création et de vie ? Pendant cinq ans toute l'activité des hommes s'est trouvée réellement ordonnée sur un plan commun, vers un but unique. Nous voulons faire pour l'avantage commun ce qui s'est fait pour la misère commune ; au profit de tous, ce qui s'est fait au profit de quelques-uns. Si nous avions disposé pendant cinq ans, à notre guise et sans conteste, de toutes les puissances du travail, de toutes les richesses de la terre, doutez-vous que nous eussions ordonné le monde selon nos chimères ?... Vues misérables, viendra-t-on nous dire encore ! Théories qui n'invoquent et ne veulent satisfaire en l'homme que l'appétit purement matériel !... Ce serait déjà beaucoup que les satisfaire. Ce serait quelque chose d'avoir purgé la société des maux qui la déshonorent, et qu'un cœur pitoyable, un esprit droit ne peuvent contempler sans révolte et sans honte : la misère, la faim, tout leur lamentable cortège de maladies, d'abéits-sements, de dégradations. Mais il n'est pas vrai que nous nous adressions à l'animal humain, à la bête humaine. Nous nous adressons, vous l'avez vu, à ce qu'il y a de plus pur, de plus élevé dans l'homme : l'esprit de justice, d'égalité, de fraternité. Dans l'esclave opprimé, nous voulons susciter cette moralité nouvelle qui s'éveille avec la liberté.

La liberté du corps entraîne celle du cœur et de l'esprit. En brisant la servitude du travail, nous entendons briser toutes les servitudes. Le socialisme transformera, renouvellera la condition de la femme, la condition de l'enfant, la vie passionnelle, la vie de famille. Il comporte comme une libération, comme une épuration universelle. En créant et en organisant le loisir pour tous les travailleurs — loisir vrai où l'activité persiste, et non pas repos accablé après le surmenage d'un labeur excessif, — il permettra l'accession de tous aux plus nobles occupations humaines ; il ouvrira tout grands à tous les trésors de la science, des lettres, de l'art. Je me rappelle ce mot profond d'un philosophe : « Tout dans l'arbre veut être fleur... » Dans l'humanité aussi tout aspire à la floraison, au plus riche épanouissement de l'esprit et de l'âme. Cet instinct, refoulé jusqu'au tréfonds de la conscience par toutes les contraintes, par toutes les misères sociales, c'est le socialisme qui saura lui rendre sa force et sa splendeur.

Vous l'avez remarqué sans doute : je suis arrivé au terme de ces quelques pages sans vous parler de l'événement formidable dont nous nous dégageons à peine et dont l'ombre pèse encore sur nous. Je n'ai tiré de la guerre que des arguments accessoires ; je n'y ai fait que de rares et indirectes allusions.

J'aurais pu y puiser au contraire les moyens essentiels de ma preuve. Il m'eût été facile de vous montrer qu'entre le capitalisme et la guerre il existe comme un rapport de connexion nécessaire, que ces deux puissances de mal naissent l'une de l'autre et ne disparaîtront que l'une avec l'autre. Poursuivant l'analyse, j'aurais pu vous faire saisir, dans le déroulement même de la guerre, l'opposition croissante des intérêts capitalistes avec l'intérêt commun, la nécessité croissante des méthodes d'organisation collective. J'aurais pu vous montrer l'incapacité du capitalisme à résoudre les problèmes écrasants que la guerre lui a légués.

Son impuissance éclate à tous les yeux. Nous le voyons plier peu à peu sous le poids des charges qu'il a lui-même accumulées. Nul ne peut plus douter qu'en laissant déclencher cette guerre, il ait signé, à plus ou moins long

terme, son arrêt de déchéance et de mort... Mais je ne suis pas entré dans ces développements que semblaient pourtant imposer les circonstances. Je vous ai parlé comme je l'aurais fait avant la guerre. C'est à dessein.

La guerre a projeté comme un éclairage brutal et soudain sur les vices essentiels de la société bourgeoise. Elle a déchiré soudain le voile sur la réalité des choses. Mais cette réalité préexistait à la guerre, et c'est pourquoi nous étions socialistes avant la guerre. Nous ne voulons pas faire de vous des socialistes de pur sentiment. Il nous faut autre chose qu'une commotion de révolte contre le spectacle affreux que le genre humain vient de subir. Il nous faut votre adhésion réfléchie, totale. Aussi me suis-je appliqué à vous montrer, non pas les arguments actuels du socialisme mais ses raisons fondamentales, celles qui n'étaient pas moins vraies aujourd'hui qu'hier et qui resteront vraies demain, jusqu'à la transformation inévitable.

Ce qui est exact, c'est que la guerre aura hâté singulièrement le moment où les idées maîtresses du socialisme doivent s'incorporer à la conscience universelle... N'est-ce pas étrange ? L'humanité ne s'élève que lentement au niveau de certaines idées, si claires cependant, si impérieuses, qu'il semblait qu'elles dussent s'imposer aussitôt à toute raison. Les quelques races dont nous connaissons l'histoire ont développé des germes d'une richesse et d'une perfection telles que rien de plus grand ne paraîtra jamais sous le ciel. Et cependant que de vérités sont devenues essentielles, élémentaires pour nous, que ces grands hommes n'avaient jamais aperçues ! Un Platon n'a même pas soupçonné la barbarie, l'effroyable iniquité du droit de conquête et de l'esclavage. Un Rabelais, un Pascal n'ont même pas entrevu les principes moraux et politiques que la Révolution française a publiés dans le monde et que la raison humaine ne discutera plus. Si la question s'était posée devant eux, ils l'eussent résolue comme nous. Mais elle ne se posait pas ; elle ne pouvait pas se poser encore... Puis il semble soudain qu'à un moment déterminé de l'histoire, l'intelligence des hommes acquière comme un sens nouveau.

Il en est ainsi du socialisme. Nulle vérité plus évidente dès qu'on l'a une fois conçue. Le seul étonnement, c'est qu'on puisse la contes-

ter et qu'on ait pu la méconnaître, c'est que tant de grands esprits aient pu passer à côté d'elle sans l'entrevoir, comme jadis les navigateurs, sans s'en rendre compte, passaient à côté des continents inconnus. Mais aujourd'hui nous avons touché la terre nouvelle. La guerre aura devancé l'heure où, pour tous les hommes, pour tous ceux du moins qui ne refusent pas obstinément d'ouvrir les yeux, le monde apparaîtra sous un aspect imprévu, s'illuminera d'une lueur inconnue et inévitable.

Ce jour-là, l'humanité ne comprendra plus comment elle a pu entretenir autour d'elle, des siècles durant, tant de mensonges et d'erreurs absurdes. Laissez-moi user encore d'une comparaison. Il y a deux cents ans, les chirurgiens ont pratiqué pour la première fois l'opération de la cataracte, et rendu la vue à des aveugles-nés. On a pu comparer alors l'idée qu'ils se faisaient du monde dans leur nuit, et celle que leur fournissait la vue restituée. Ils avaient cru se représenter, par ouï-dire, à travers leurs sensations incomplètes, ce qu'est exactement la lumière, ce qu'est une fleur, ce qu'est un visage humain. Mais au contraire, ils ne se représentaient rien d'exact. Ils avaient vécu dans un monde d'illusions étranges et mensongères qui ne s'étaient dissipées pour eux qu'avec les ténèbres qui les entouraient. Ils ne saisissaient la réalité du monde qu'une fois la taie arrachée de leurs yeux. Le socialisme, une fois conçu, produit en nous la même révolution spirituelle. C'est la taie arrachée de notre intelligence. Pour la première fois la réalité de l'univers social nous apparaît, et nous nous rendons compte que, jusqu'alors, nous avions vécu dans le préjugé, dans la routine absurde, dans le mensonge, dans la nuit.

C'est à cette tâche de délivrance que nous vous convions, jeunes gens. Pour vous-mêmes d'abord, puis pour ceux qui vous entourent et que vous pourrez persuader. Vous êtes l'espoir, vous êtes la vie qui vient, la sève qui monte ; de vous va dépendre le sort prochain de l'humanité. Réfléchissez, examinez. Vous êtes à l'instant des choix décisifs, puisque c'est à votre âge que la pensée et l'action s'aiguillent pour le reste de l'existence. C'est à la fin de la jeunesse et dans tous les premiers moments de l'âge mûr, pendant ce court intervalle de quelques an-

nées, que toutes les pensées fécondes de la vie se formulent, que les résolutions efficaces d'action se fixent en nous. L'alternative capitale vous est donc offerte. Irez-vous du côté de l'avenir ou du côté du passé, du côté de l'iniquité ou du côté de l'égalité, du côté de l'égoïsme ou du côté de la fraternité ? Vous ne pourrez pas rester neutres ; il faut vous prononcer, il faut choisir... Eh bien ! Vous vous rangerez avec la justice, avec la vérité, avec la vie. Vous ne ferez pas de bas calcul ; le défaut de votre âge est le choix aventureux plutôt que le calcul mercenaire. Vous écoutez l'appel généreux et chaud de votre cœur... Et si vous surpreniez, autour de vous, la tentation vile d'aller du côté du plus fort, à ces égoïstes imprudents que la force elle-même, en un jour peut-être prochain, sera au service de la justice...

LA CONQUÊTE
DU POUVOIR POLITIQUE
Rosa Luxemburg

Le sort de la démocratie est lié, nous l'avons vu, au sort du mouvement ouvrier. Mais le développement de la démocratie rend-il superflue ou impossible une révolution prolétarienne dans le sens de la prise du pouvoir d'État, de la conquête du pouvoir politique ?

Bernstein tranche cette question en pesant soigneusement les aspects positifs et les aspects négatifs de la réforme légale et de la révolution, à peu près comme on pèse de la cannelle ou du poivre dans une coopérative de consommation. Dans le cours légal, il voit l'action du raisonnement ; dans son cours révolutionnaire, celle du sentiment ; dans le travail réformiste, une méthode lente ; dans la révolution, une méthode rapide de progrès historique ; dans la légalité, une force méthodique, dans l'insurrection, une violence spontanée.

C'est une chose bien connue que le réformateur petit-bourgeois aperçoit en tout un bon et un mauvais côté et qu'il mange à tous les râteliers. C'est aussi une chose bien connue que le cours réel de l'histoire ne se soucie guère des combinaisons petites-bourgeoises, et renverse d'un coup les échafaudages bien construits et les calculs, sans tenir compte des bons côtés des choses, si bien triés en tas.

En fait, dans l'histoire, la réforme légale ou la révolution se mettent en marche pour des raisons plus puissantes que le calcul des avantages ou des inconvénients comparés des deux méthodes.

Dans l'histoire de la société bourgeoise, la réforme légale eut pour effet de renforcer progressivement la classe ascendante jusqu'à ce que celle-ci se sente assez forte pour s'emparer du pouvoir politique et mettre à bas le système juridique pour en construire un nouveau. Bernstein, qui condamne les méthodes de prise de pouvoir politique en leur reprochant de reprendre les théories blanquistes de la violence taxe à tort de blanquisme ce qui est depuis des siècles le pivot et la force motrice de l'histoire humaine. Depuis qu'il existe des sociétés de classe et que la lutte des classes constitue le moteur essentiel de l'histoire, la conquête du pouvoir politique

a toujours été le but de toutes les classes ascendantes ainsi que le point de départ et le point d'aboutissement de toute période historique. C'est ce que nous constatons dans les longues luttes de la paysannerie contre les financiers et contre la noblesse dans l'ancienne Rome, dans les luttes du patriciat contre les évêques et dans celles de l'artisanat contre les patriciens dans les villes du Moyen-Âge, ainsi que dans celles de la bourgeoisie contre le féodalisme dans les temps modernes.

La réforme légale et la révolution ne sont donc pas des méthodes différentes de progrès historique que l'on pourrait choisir à volonté comme on choisirait des saucisses chaudes ou des viandes froides au buffet, mais des facteurs différents de l'évolution de la société de classe, qui se conditionnent et se complètent réciproquement, tout en s'excluant, comme par exemple le pôle Sud et le pôle Nord, la bourgeoisie et le prolétariat.

À chaque époque, en effet, la constitution légale est un simple produit de la révolution. Si la révolution est l'acte de création politique de l'histoire de classe, la législation n'est que l'expression, sur le plan politique, de l'existence végétative et continue de la société. Le travail légal de réformes ne possède aucune autre forme motrice propre, indépendante de la révolution ; il ne s'accomplit dans chaque période historique que dans la direction que lui a donnée l'impulsion de la dernière révolution, et aussi longtemps que cette impulsion continue à se faire sentir ou, pour parler concrètement, seulement dans le cadre de la forme sociale créée par la dernière révolution. Nous sommes là au cœur du problème. Il est inexact et contraire à la vérité historique de se représenter le travail de réforme comme une révolution diluée dans le temps, et la révolution comme une réforme condensée. Une révolution sociale et une réforme légale ne sont pas des éléments distincts par leur durée, mais par leur contenu ; tout le secret des révolutions historiques, de la prise du pouvoir politique, est précisément dans le passage de simples modifications quantitatives en une qualité nouvelle ou, pour parler concrètement, dans le passage d'une période historique d'une forme de société donnée à une autre. Quiconque se prononce en faveur de la réforme légale, au lieu et à l'encontre de la conquête du pouvoir politique et de la révolution

sociale, ne choisit pas en réalité une voie plus paisible, plus sûre et plus lente conduisant au même but ; il a en vue un but différent : au lieu de l'instauration d'une société nouvelle, il se contente de modifications superficielles apportées à l'ancienne société. Ainsi les thèses politiques du révisionnisme conduisent-elles à la même conclusion que ses théories économiques. Elles ne visent pas, au fond, à réaliser l'ordre socialiste, mais à réformer l'ordre capitaliste, elles ne cherchent pas à abolir le système du salariat, mais à doser ou à atténuer l'exploitation, en un mot elles veulent supprimer les abus du capitalisme et non le capitalisme lui-même.

Cependant, ce que nous venons de dire de la fonction respective de la réforme légale et de la révolution n'est-il pas valable uniquement pour une lutte de classes du passé ?

Peut-être, grâce au développement du système juridique bourgeois, incombe-t-il à la réforme légale de faire passer la société d'une phase historique à une autre ? La conquête du pouvoir d'État par le prolétariat n'est-elle pas devenue "une phrase vide de sens", comme le prétend Bernstein ?

En fait, c'est le contraire qui est vrai. Qu'est-ce qui distingue la société bourgeoise des autres sociétés de classe, de la société antique et de la société féodale ? C'est le fait que la domination de classe n'y repose pas sur les droits acquis, mais sur de véritables rapports économiques, le fait que le salariat n'est pas un rapport juridique, mais un rapport purement économique. On ne trouvera dans tout notre système juridique aucun statut légal de la domination de classe actuelle. S'il en reste encore des traces, ce sont des survivances de la société féodale, tel le règlement du statut de la domesticité.

Comment supprimer alors l'esclavage du salariat progressivement par la voie légale, s'il n'est pas traduit dans les lois ? Bernstein, qui prétend, par le moyen de la réforme légale, abolir le capitalisme, se trouve dans la même situation que le romancier russe Ouspenski¹, qui racontait ainsi son aventure : « Vite je saisiss le gaillard au collet ! Mais que vois-je ? Ce misérable n'avait pas de collet ! » Voilà le problème...

"Toutes les sociétés antérieures étaient fondées sur l'antagonisme de la classe opprime et de la classe opprimée" (Manifeste Communiste). Mais dans les phases précédentes de la société moderne, cet antagonisme se traduisait par des rapports juridiques bien déterminés ; de ce fait, il pouvait accorder dans une certaine mesure une place aux nouveaux rapports dans le cadre des anciens. "Au sein même du servage, le serf s'est élevé au rang de membre de la commune" (Manifeste Communiste). Comment cela fut-il possible ? Par la suppression progressive de tous les priviléges dans le domaine de la cité : corvées, droit de vêtement, taxes sur l'héritage, droit du meilleur catel², impôt personnel, contrainte de mariage, droits de succession, etc., dont l'ensemble constituait précisément le servage. C'est de cette manière également que le petit-bourgeois du Moyen-âge a réussi "sous le joug de l'absolutisme féodal à s'élever au rang de bourgeois" (Manifeste Communiste). Par quel moyen ? Par l'abolition partielle et formelle ou par le relâchement effectif des liens corporatifs, par la transformation progressive de l'administration des finances et de l'armée.

Si l'on considère le problème dans l'absolu, et non dans une perspective historique, on peut au moins imaginer, dans le cadre des anciens rapports de classes, une voie légale, réformiste, du passage de la société féodale à la société bourgeoise. Mais la réalité montre que là non plus les réformes légales n'ont pas rendu inutile la prise du pouvoir politique par la bourgeoisie, au contraire elles ont servi à la préparer et à l'introduire. Il a fallu une révolution politique et sociale en règle, à la fois pour abolir le servage et pour supprimer le féodalisme. Aujourd'hui la situation est tout autre. Aucune loi n'oblige le prolétariat à se soumettre au joug du capital, c'est la misère et le manque de moyens de production qui l'y contraignent. Mais aucune loi au monde ne peut lui accorder ses moyens de production dans le cadre de la société bourgeoise parce que ce n'est pas la loi, mais le développement économique qui l'a dépossédé de ses moyens de production.

¹ Ouspenski, écrivain russe (1843-1902) célèbre par un recueil de nouvelles Les mœurs de la rue du désordre. Représentant du populisme en littérature.

² Droit en vertu duquel les seigneurs, après la mort d'un vassal, prenaient à leur choix le meilleur des meubles du défunt.

De même l'exploitation à l'intérieur du système du salariat n'est pas non plus fondée sur la loi, car le niveau des salaires n'est pas fixé par voie légale, il dépend de facteurs économiques. Le fait lui-même de l'exploitation n'a pas pour origine une disposition légale, il a un fondement purement économique, à savoir le fait que la force de travail joue le rôle d'une marchandise, possédant entre autres cette qualité de produire de la valeur, et même plus de valeur que n'en consomment les ouvriers dans leurs moyens de subsistance.

En un mot, il est impossible de transformer les rapports fondamentaux de la société capitaliste, qui sont ceux de la domination d'une classe par une autre, par des réformes légales qui en respecteraient le fondement bourgeois ; ces rapports ne sont pas en effet le produit d'une législation bourgeoise, ils ne sont pas traduits par des lois. Bernstein l'ignore, apparemment, puisqu'il se propose une réforme socialiste, mais il le reconnaît implicitement lorsqu'il écrit à la page 10 de son livre que le motif économique se dévoile aujourd'hui, alors qu'autrefois il était masqué par toutes sortes de rapports de domination et d'idéologie.

Ce n'est pas tout. Le régime capitaliste a ceci de particulier que tous les éléments de la société future, en se développant, au lieu de s'orienter vers le socialisme, s'en éloignent, au contraire. La production revêt de plus en plus un caractère social. Mais comment se traduit ce caractère social ? Il prend la forme de la grande entreprise, de la société par actions, du cartel, au sein desquels les antagonismes capitalistes, l'exploitation, l'oppression de la force de travail, s'exaspèrent à l'extrême.

Dans l'armée, l'évolution du capitalisme entraîne l'extension du service militaire obligatoire, la réduction du temps de service ; il semble que l'on tende vers un système de milice populaire. Mais cette évolution s'accompagne dans le cadre du militarisme moderne ; la domination du peuple par l'État militariste s'y manifeste nettement, ainsi que le caractère de classe de l'État.

Dans le domaine politique, l'évolution du système conduit, si le terrain y est favorable, à la démocratie, à la participation de toutes les couches de la population à la vie politique. On s'oriente donc en quelque sorte vers un

État populaire. Mais ceci dans le cadre du parlementarisme bourgeois où les antagonismes de classe, loin d'être résolus, s'étalent au contraire au grand jour. L'évolution du capitalisme oscille donc entre des contradictions ; pour dégager le noyau socialiste de la gangue capitaliste, il faut que le prolétariat s'empare du pouvoir politique, et que le système capitaliste soit entièrement aboli.

De ces constatations Bernstein tire de tout autres conclusions : s'il est vrai que le développement du capitalisme doit exaspérer et non pas atténuer les contradictions capitalistes, alors la social-démocratie devrait, à l'en croire, "pour ne pas se rendre la tâche plus difficile, essayer de barrer la route aux réformes sociales et d'empêcher l'extension des institutions démocratiques". Ce serait juste, en effet, si la social-démocratie avait le souci petit-bourgeois et vain de trier les bons et les mauvais côtés de l'histoire. En ce cas, elle devrait, pour être conséquente, essayer de barrer la route au capitalisme tout entier, puisque c'est bien lui le noir criminel qui met des obstacles au socialisme. En fait le capitalisme, tout en mettant des obstacles au socialisme, offre les seules possibilités de réaliser le programme socialiste. Ceci vaut également pour la démocratie. La démocratie est peut-être inutile, ou même gênante pour la bourgeoisie aujourd'hui ; pour la classe ouvrière, elle est nécessaire, voire indispensable.

Elle est nécessaire, parce qu'elle crée les formes politiques (auto-administration, droit de vote, etc.) qui serviront au prolétariat de tremplin et de soutien dans sa lutte pour la transformation révolutionnaire de la société bourgeoise. Mais elle est aussi indispensable, parce que c'est seulement en luttant pour la démocratie et en exerçant ses droits que le prolétariat prendra conscience de ses intérêts de classe et de ses tâches historiques.

En un mot, la démocratie est indispensable, non pas parce qu'elle rend inutile la conquête du pouvoir politique par le prolétariat ; au contraire, elle rend nécessaire et en même temps possible cette prise du pouvoir. Lorsque Engels dans sa préface à *La lutte des classes* en France révisait la tactique du mouvement ouvrier moderne, opposant aux barricades la lutte légale, il n'avait pas en vue — et chaque ligne de cette préface le démontre — le problème de la conquête définitive du

pouvoir politique, mais celui de la lutte quotidienne actuelle. Il n'analysait pas l'attitude du prolétariat à l'égard de l'État capitaliste au moment de la prise du pouvoir, mais son attitude dans le cadre de l'État capitaliste. En un mot, Engels donnait les directives au prolétariat opprimé, et non au prolétariat victorieux. En revanche, la phrase célèbre de Marx sur la question agraire en Angleterre, et dont Bernstein tire argument, à savoir "qu'on la réglera plus facilement en achetant les landlords" — cette phrase ne se rapporte pas à l'attitude du prolétariat avant, mais après sa victoire. Car on ne peut parler d'acheter les classes dominantes que si la classe ouvrière est au pouvoir. Ce que Marx envisageait, c'était l'exercice pacifique de la dictature prolétarienne, et non le remplacement de la dictature par des réformes sociales capitalistes.

Marx et Engels n'ont jamais mis en doute la nécessité de la conquête du pouvoir politique par le prolétariat. Il était réservé à Bernstein de considérer la mare aux grenouilles du parlementarisme bourgeois comme l'instrument appelé à réaliser le bouleversement social le plus formidable de l'histoire, à savoir la transformation des structures capitalistes en structures socialistes.

Mais en exposant sa théorie, Bernstein avait commencé par exprimer simplement la crainte que le prolétariat ne s'empare trop tôt du pouvoir. Si tel était le cas, une telle action reviendrait, selon Bernstein, à laisser la société bourgeoise dans la situation où elle est, et le prolétariat subirait une défaite redoutable. Cette crainte montre à quoi aboutit pratiquement la théorie de Bernstein : à conseiller au prolétariat, pour le cas où les circonstances l'amèneraient au pouvoir, d'aller tout simplement se coucher. Mais par là même cette théorie se juge elle-même, se dévoile comme une doctrine condamnant le prolétariat, aux instants décisifs de la lutte, à l'inaction, donc à une trahison passive de sa propre cause.

Si notre programme ne pouvait être applicable à toutes les éventualités et à tous les moments de la lutte - il ne serait qu'un vil chiffon de papier. Formulation globale de l'évolution historique du capitalisme, notre programme doit également décrire dans leurs traits fondamentaux toutes les phases transitoires de ce développement, et donc orienter à chaque instant l'attitude du prolétariat dans le sens d'une

marche vers le socialisme. On peut donc conclure qu'il n'existe aucune circonstance où le prolétariat serait contraint d'abandonner son programme, ou d'être abandonné par lui.

Concrètement, cela veut dire qu'il n'y a aucun moment où le prolétariat, porté au pouvoir par les circonstances, ne puisse, ou ne soit tenu de prendre certaines mesures en vue de réaliser son programme, des mesures de transition vers le socialisme. Affirmer que le programme socialiste pourrait se révéler impuissant à une phase quelconque de la prise du pouvoir et incapable de donner des directives en vue de sa réalisation, revient à affirmer que le programme socialiste est, d'une manière générale et de tout temps, irréalisable.

Mais si les mesures transitoires sont prématuées ?

Cette objection révèle une série de malentendus quant à la nature réelle et au déroulement de la révolution sociale. Premier malentendu : la prise du pouvoir politique par le prolétariat, c'est-à-dire par une grande classe populaire, ne se fait pas artificiellement. Sauf en certains cas exceptionnels — tels que la Commune de Paris, où le prolétariat n'a pas obtenu le pouvoir au terme d'une lutte consciente, mais où le pouvoir lui est échu comme un bien dont personne ne veut plus — la prise du pouvoir politique implique une situation politique et économique parvenue à un certain degré de maturité. C'est là toute la différence entre des coups d'État de style blanquiste, accomplis par une minorité agissante, déclenchés à n'importe quel moment, et en fait, toujours inopportunément, et la conquête du pouvoir politique par la grande masse populaire consciente ; une telle conquête ne peut être que le produit de la décomposition de la société bourgeoise ; elle porte donc en elle-même la justification économique et politique de son opportunité.

Si l'on considère les conditions sociales de la conquête du pouvoir, la révolution ne peut donc se produire prématûrement ; si elle est prématuée, c'est du point de vue des conséquences politiques lorsqu'il s'agit de conserver le pouvoir.

La révolution prématuée, dont le spectre hante les nuits de Bernstein, menaçante comme une épée de Damoclès, ne peut être conjurée par aucune prière, aucune supplication, toutes les transes et toutes les angoisses

sont impuissantes à cet égard. Et cela pour deux raisons très simples.

Tout d'abord un bouleversement aussi formidable que le passage de la société capitaliste à la société socialiste ne peut se produire d'un bond, par un coup de main heureux du prolétariat. L'imaginer, c'est faire preuve encore une fois de conceptions résolument blanquistes. La révolution socialiste implique une lutte longue et opiniâtre au cours de laquelle, selon toute probabilité, le prolétariat aura le dessous plus d'une fois ; si l'on regarde le résultat final de la lutte globale, sa première attaque aura donc été prématurée : il sera parvenu trop tôt au pouvoir.

Or — et c'est là le deuxième point — cette conquête prématurée du pouvoir politique est inévitable, parce que ces attaques prématurées du prolétariat constituent un facteur, et même un facteur très important, créant les conditions politiques de la victoire définitive : en effet, ce n'est qu'au cours de la crise politique qui accompagnera la prise du pouvoir, au cours de longues luttes opiniâtres, que le prolétariat acquerra le degré de maturité politique lui permettant d'obtenir la victoire définitive de la révolution. Ainsi ces assauts prématurés du prolétariat contre le pouvoir d'État sont eux-mêmes des facteurs historiques importants, contribuant à provoquer et à déterminer le moment de la victoire définitive. De ce point de vue l'idée d'une conquête prématurée" du pouvoir politique par les travailleurs apparaît comme un contre-sens politique, contre-sens dû à une conception mécanique de l'évolution de la société ; une telle conception suppose pour la victoire de la lutte des classes un moment fixé en dehors et indépendamment de la lutte des classes.

Or, nous avons vu que le prolétariat ne peut faire autrement que de s'emparer prématurément du pouvoir politique, ou, en d'autres termes, il ne peut que le conquérir une ou plusieurs fois trop tôt pour parvenir enfin à sa conquête définitive ; de ce fait, s'opposer à une conquête prématurée du pouvoir, revient à s'opposer, en général, à l'aspiration du prolétariat à s'emparer du pouvoir d'État.

Tous les chemins mènent à Rome : nous aboutissons logiquement, ici encore, à cette conclusion que le conseil révisionniste d'abandonner le but final socialiste revient à

abandonner le mouvement socialiste tout entier.

La réalisation du socialisme

Bernstein récuse la théorie de la catastrophe, il refuse d'envisager l'effondrement du capitalisme comme voie historique menant à la réalisation de la société socialiste. Quelle est donc la voie qui y mène selon les théoriciens de "l'adaptation du capitalisme" ? Bernstein ne fait que de brèves allusions à cette question à laquelle Conrad Schmidt a essayé de répondre en détail dans l'esprit de Bernstein. D'après Conrad Schmidt "la lutte syndicale et la lutte politique pour les réformes auraient pour résultat un contrôle social de plus en plus poussé sur les conditions de la production" ; et parviendraient à "restreindre de plus en plus au moyen de la législation les droits du propriétaire du capital en réduisant son rôle à celui d'un simple administrateur" jusqu'au jour où finalement on "enlèvera au capitaliste à bout de résistance, voyant sa propriété perdre de plus en plus de valeur pour lui, la direction et l'administration de l'exploitation" et où l'on introduira en fin de compte l'exploitation collective.

Bref les syndicats, les réformes sociales et, ajoute Bernstein, la démocratisation politique de l'État, tels sont les moyens de réaliser progressivement le socialisme.

Commençons par les syndicats : leur principale fonction — personne ne l'a mieux exposé que Bernstein lui-même en 1891 dans la Neue Zeit — consiste à permettre aux ouvriers de réaliser la loi capitaliste des salaires, c'est-à-dire la vente de la force de travail au prix conjoncturel du marché. Les syndicats servent le prolétariat en utilisant dans leur propre intérêt, à chaque instant, ces conjonctures du marché. Mais ces conjonctures elles-mêmes, c'est-à-dire d'une part la demande de force de travail déterminée par l'état de la production, et d'autre part l'offre de force de travail créée par la prolétarisation des classes moyennes et la reproduction naturelle de la classe ouvrière, enfin le degré de productivité du travail sont situées en dehors de la sphère d'influence des syndicats. Aussi ces éléments ne peuvent-ils pas supprimer la loi des sa-

laïres. Ils peuvent, dans le meilleur des cas, maintenir l'exploitation capitaliste à l'intérieur des limites normales dictées à chaque instant par la conjoncture, mais ils sont absolument hors d'état de supprimer l'exploitation elle-même, même progressivement.

Conrad Schmidt considère, il est vrai, le syndicalisme actuel comme étant “à un faible stade de début”, il espère que dans l'avenir le “mouvement syndical exercera une influence de plus en plus régulatrice sur la production”. Mais cette influence régulatrice sur la production ne peut s'entendre que de deux manières : il s'agit soit d'intervenir dans le domaine technique du processus de la production, soit de fixer les dimensions de la production elle-même. De quelle nature peut être, dans ces deux domaines, l'influence des syndicats ? Il est évident que, pour ce qui est de la technique de la production, l'intérêt du capitalisme coïncide jusqu'à un certain point avec le progrès et le développement de l'économie capitaliste. C'est la nécessité vitale qui le pousse aux améliorations techniques. Mais la situation de l'ouvrier individuel est absolument inverse : toute transformation technique s'oppose aux intérêts des ouvriers directement concernés et aggrave leur situation immédiate en dépréciant la force de travail, en rendant le travail plus intensif, plus monotone, plus pénible. Dans la mesure où le syndicat peut intervenir dans la technique de la production il ne peut évidemment le faire qu'en ce sens, c'est-à-dire en épousant l'attitude de chaque groupe ouvrier directement intéressé, par conséquent en s'opposant nécessairement aux innovations. En ce cas, on n'agit pas dans l'intérêt de l'ensemble de la classe ouvrière ni de son émancipation, qui coïncide plutôt avec le progrès technique, c'est-à-dire avec l'intérêt de chaque capitaliste, mais tout au contraire dans le sens de la réaction. En effet, de telles interventions dans le domaine technique se rencontrent non dans l'avenir, où les cherche Conrad Schmidt, mais dans le passé du mouvement syndical. Elles sont caractéristiques de la plus ancienne phase du trade-unionisme anglais (jusqu'au milieu des années 1860) où l'on retrouvait des survivances corporatives moyenâgeuses et qui s'inspiraient du principe périmé du “droit acquis à un travail convenable”, selon l'expression des Webb dans leur

Théorie et pratique des syndicats anglais. La tentative des syndicats pour fixer les dimensions de la production et les prix des marchandises est, tout au contraire, un phénomène de date récente. Ce n'est que dans les tout derniers temps que nous le voyons apparaître, encore une fois en Angleterre seulement. Il est d'inspiration et de tendance analogues aux précédentes. À quoi se réduit en effet la participation active des syndicats à la fixation des dimensions et du coût de la production des marchandises ? À un cartel rassemblant des ouvriers et des entrepreneurs contre le consommateur : ils font usage contre les entrepreneurs concurrents de mesures coercitives qui ne le cèdent en rien aux méthodes de l'association patronale ordinaire. Il ne s'agit plus là d'un conflit entre le travail et le capital mais d'une lutte menée solidairement par le capital et la force de travail contre la société consommatrice. Si nous jugeons sa valeur sociale, c'est une entreprise réactionnaire, elle ne peut constituer un stade de la lutte pour l'émancipation du prolétariat, car elle est tout le contraire d'une lutte de classes ; si nous jugeons sa valeur pratique, c'est une utopie : il suffit d'un coup d'œil pour voir qu'elle ne peut s'étendre à de grandes branches de production travaillant pour le marché mondial.

L'activité des syndicats se réduit donc essentiellement à la lutte pour l'augmentation des salaires et pour la réduction du temps de travail ; elle cherche uniquement à avoir une influence régulatrice sur l'exploitation capitaliste en suivant les fluctuations du marché ; toute intervention sur le processus de production lui reste, par la nature même des choses, interdite. Mais, bien plus, le mouvement syndical se développe dans un sens tout à fait opposé à l'hypothèse de Conrad Schmidt : il tend à couper entièrement le marché du travail de tout contact direct avec le reste du marché. Citons un exemple caractéristique de cette tendance : toute tentative pour relier directement le contrat de travail à la situation générale de la production par le système de l'échelle mobile des salaires est dépassée par l'évolution historique, et les trade-unions s'en écartent de plus en plus. Mais même à l'intérieur des limites de sa sphère d'influence, le mouvement syndical n'accroît pas indéfiniment son expansion, comme le suppo-

sait la théorie de l'adaptation du capitalisme. Bien au contraire. Si l'on examine d'assez longues périodes de développement social, on est obligé de constater que dans l'ensemble nous allons au-devant d'une époque non pas d'expansion triomphante, mais de difficultés croissantes pour le mouvement syndical. Les réformes se heurtent d'ailleurs aux limites des intérêts du capital. Certes, Bernstein et Conrad Schmidt estiment que le mouvement actuel n'est qu'à un "faible stade de début" ; ils espèrent pour l'avenir des réformes se développant à l'infini pour le plus grand bien de la classe ouvrière. Ils cèdent en cela à la même illusion que lorsqu'ils croient à l'expansion illimitée du syndicalisme. Quand le développement de l'industrie aura atteint son apogée et que sur le marché mondial commencera pour le capital la phase descendante, la lutte syndicale deviendra difficile : 1° parce que les conjonctures objectives du marché seront défavorables à la force de travail, la demande de force de travail augmentant plus lentement et l'offre plus rapidement, que ce n'est le cas aujourd'hui ; 2° parce que le capital lui-même, pour se dédommager des pertes subies sur le marché mondial, s'efforcera de réduire la part du produit revenant aux ouvriers. La réduction des salaires n'est-elle pas, en somme, selon Marx, l'un des principaux moyens de freiner la baisse des taux de profits ? L'Angleterre nous offre déjà l'exemple de ce qu'est le début du deuxième stade du mouvement syndical. À ce stade la lutte se réduit nécessairement de plus en plus à la simple défense des droits acquis, et même celle-ci devient de plus en plus difficile. Telle est la tendance générale de l'évolution dont la contrepartie doit être le développement de la lutte de classe politique et sociale.

Conrad Schmidt commet la même erreur de perspective historique en ce qui concerne la réforme sociale : il attend d'elle qu'elle "dicte à la classe capitaliste avec l'aide des coalitions ouvrières syndicales les conditions dans lesquelles celle-ci peut acheter la force de travail". C'est dans le sens de la réforme sociale ainsi comprise que Bernstein appelle la législation ouvrière un morceau de "contrôle social" et comme tel, un morceau de socialisme. De même Conrad Schmidt dit en parlant des lois de protection ouvrière : "contrôle social" ; après avoir transformé ainsi avec bon-

heur l'État en société, il ajoute, avec une belle confiance : "c'est-à-dire la classe ouvrière ascendante" ; grâce à ce tour de passe-passe les inoffensives mesures de protection du travail décrétées par le Conseil fédéral allemand deviennent des mesures de transition vers le socialisme du prolétariat allemand.

La mystification saute aux yeux. L'État actuel n'est justement pas une société dans le sens de classe ouvrière ascendante, mais le représentant de la société capitaliste, c'est-à-dire un État de classe. C'est pourquoi la réforme qu'il propose n'est pas une application du contrôle social, c'est-à-dire du contrôle de la société des travailleurs libres sur son propre processus de travail, mais un contrôle de l'organisation de classe de capital sur le processus de production du capital. Les réformes se heurtent d'ailleurs aux limites des intérêts du capital ; certes Bernstein et Conrad Schmidt ne voient dans le courant actuel qu'un "faible stade de début", ils espèrent pour l'avenir des réformes se développant à l'infini, pour le plus grand bien de la classe ouvrière. Ils sont victimes de la même illusion que lorsqu'ils cédaient à leur foi en une expansion illimitée du syndicalisme.

La théorie de la réalisation progressive du socialisme au moyen de réformes sociales implique, et c'est là son fondement, un certain développement objectif tant de la propriété capitaliste que de l'État. En ce qui concerne la première, le schéma du développement futur tend, d'après Conrad Schmidt, à "restreindre de plus en plus les droits du propriétaire du capital en réduisant son rôle à celui de simple administrateur". Pour compenser la prétendue impossibilité d'abolir d'un seul coup la propriété des moyens de production, Conrad Schmidt invente une théorie de l'expropriation progressive. Il imagine que le droit de propriété se divise en droit suprême de propriété attribué à la société et appelé selon lui à s'étendre toujours davantage, et en droit de jouissance qui, dans les mains du capitalisme, se réduirait de plus en plus à la simple gestion de l'entreprise. Or, de deux choses l'une : ou bien cette construction théorique n'est qu'une innocente figure de rhétorique à laquelle il n'attache guère d'importance, et alors la théorie de l'expropriation progressive perd tout fondement. Ou bien elle représente à ses yeux le véritable schéma de l'évolution juridique ;

mais alors il se trompe du tout au tout. La décomposition du droit de propriété en diverses compétences juridiques, dont Conrad Schmidt se réclame pour échafauder sa théorie de "l'expropriation progressive" du capital, caractérise la société féodale fondée sur l'économie naturelle : la répartition du produit social entre les différentes classes de la société se faisait en nature et se fondait sur des relations personnelles entre le seigneur féodal et ses sujets. La décomposition de la propriété en divers droits partiels correspondait à l'organisation établie de la répartition de la richesse sociale. En revanche, le passage à la production marchande et la dissolution de tous les liens personnels entre les différents participants au processus de la production renforcent les rapports entre l'homme et la chose, c'est-à-dire la propriété privée. La répartition ne se fondait plus désormais sur des liens personnels, mais s'accomplissait par le moyen de l'échange, les différents droits de participation à la richesse sociale ne se mesurant pas en fractions de droits de propriété d'un objet commun, mais selon la valeur apportée par chacun sur le marché. Aussi bien le premier grand changement introduit dans les rapports juridiques et consécutif à la naissance de la production marchande dans les communes urbaines du Moyen-âge fut-il la création de la propriété privée absolue au sein même des rapports juridiques féodaux, dans un régime de droit de propriété morcelé. Mais dans la production capitaliste cette évolution ne fait que se poursuivre. Plus le processus de production est socialisé, plus la répartition se fonde exclusivement sur l'échange, et plus la propriété privée capitaliste prend un caractère absolu et sacré ; la propriété capitaliste, qui était un droit sur les produits de son propre travail, se transforme de plus en plus en un droit de s'approprier le travail d'autrui. Tant que le capitaliste gère lui-même l'usine, la répartition reste liée, dans une certaine mesure, à une participation personnelle au processus de la production. Mais dans la mesure où on peut se passer du capitaliste pour diriger l'usine - ce qui est tout à fait le cas dans les sociétés par actions - la propriété du capital en tant que participation à la répartition se détache complètement de toute relation personnelle avec la production, il apparaît alors dans sa forme la plus pure et la plus absolue. C'est

dans le capital-action et le capital de crédit industriel que le droit de propriété capitaliste est parvenu à son stade le plus achevé.

Le schéma historique de Conrad Schmidt qui montre le propriétaire passant de la fonction de "propriétaire à celle de simple gestionnaire" ne correspond donc aucunement à la tendance réelle de l'évolution : celle-ci nous le montre au contraire passant du rôle de propriétaire et de gestionnaire au rôle de simple propriétaire.

Il en va de Conrad Schmidt ici comme de Goethe : "ce qu'il possède il le voit comme lointain, ce qui n'est plus devient réalité à ses yeux".

Son schéma historique nous indique une évolution économique qui rétrograderait du stade moderne de la société par actions à celui de la manufacture ou même de l'atelier artisanal ; de même juridiquement il veut ramener le monde capitaliste à son berceau, le monde féodal de l'économie naturelle.

Dans cette perspective le contrôle social tel que nous le montre Conrad Schmidt apparaît sous un autre jour. Ce qui joue aujourd'hui le rôle de contrôle social — la législation ouvrière, le contrôle des sociétés par actions, etc. — n'a, en fait, rien de commun avec une participation au droit de propriété, avec une propriété suprême de la société. Sa fonction n'est pas de limiter la propriété capitaliste, mais au contraire de la protéger. Ou encore — économiquement parlant — il ne constitue pas une atteinte à l'exploitation capitaliste, mais une tentative pour la normaliser. Lorsque Bernstein pose la question de savoir si telle ou telle loi de protection ouvrière contient plus ou moins de socialisme, nous pouvons lui répondre que la meilleure des lois de protection ouvrière contient à peu près autant de socialisme que les ordonnances municipales sur le nettoyage des rues et l'allumage des becs de gaz - qui relèvent aussi du "contrôle social".

Denis éditions artisanales
12 avenue de Lattre de Tassigny,
La Forge 71360 Épinac
edition@denis-editions.com

ÉDITION POPULAIRE ANARCHISTE

Avant l'évolution résolument capitaliste-compatible du Parti Socialiste, rejeton mitterrandien de la vieille SFIO, elle-même née de l'Union de partis "frères". Le "socialisme" du siècle présent n'a que peu de rapport avec ce qu'il fut. Voici trois orateurs pour vous en convaincre. Quand les idées étaient claires et précises.

"[...] Après l'agitation factice et énervante du boulangisme, après l'orgie de boucan, et d'injures à laquelle tous les ennemis de la République se sont livrés depuis des mois, le pays paraît aspirer surtout au repos ; et certes, ceux-là seraient bien maladroits et bien coupables qui rouvrirraient les agitations vaines et les crises. Mais le pays de France ne saurait se passer longtemps d'idéal.

Or, la liberté étant sauvee, de quel côté pourra se tourner le besoin renouvelé d'idéal, si ce n'est vers la justice sociale ? Quand le dernier écho de l'aventure boulangiste et des disputes grossières se sera tu, les beaux rêves se réveilleront d'eux-mêmes au cœur des citoyens libres. [...]"



Partage gratuit-tbre De Droits